

COLLECTION **APSE** ANALYSES POLITIQUE, SOCIALE, ECONOMIE.

LES MERCENAIRES DE LA NOUVELLE MISSION CIVILISATRICE

AMADOU LAMINE FAYE

Les Editions du  Africaniste



*À tous les membres de l'Alliance panafricaniste,
À toutes les organisations panafricanistes du mouvement noir mondial qui luttent, aux côtés de l'Alliance panafricaniste, pour la réalisation des Etats-Unis d'Afrique. Mention spéciale aux organisations panafricanistes du Brésil: l'Unegro, le Conen, Ilé Aye, Okanbi, le Mnu, la Fondation Palmarès, ALAI, Oludun.*

DU MEME AUTEUR

- **Le Sénégal sous Wade** : Rupture avec les modèles d'adaptation. Les Editions de l'Hémicycle. Mars 2005 (278 pages)
- **Comprendre l'alternative wadienne** : Le juste équilibre entre priorité conjoncturelle et priorité stratégique. Les Editions du Panafricaniste. Mars 2009 (196 pages)
- **Sauver les enfants de la rue** : L'Ecole de Xelkom (À paraître)

Sur le fond de la philosophie de la liberté, l'Afrique munie du précieux instrument qu'est le NEPAD doit se construire selon les axes de cette vision, autour de la Démocratie, de l'Unité, du culte de la qualité et du temps. Un auteur n'a pas tort d'écrire qu'en ce siècle, la barrière entre les êtres humains se ramènera finalement à la « vitesse » et que l'humanité pourrait bien être un jour divisée entre les lents et les rapides.

Maître Abdoulaye Wade. Source : Discours à l'Académie des Sciences d'Outre Mer.

Introduction

De 1870 à 2000, c'est-à-dire sous les régimes qui ont fonctionné au Sénégal selon les modèles d'adaptation aux fondamentaux coloniaux et néocoloniaux, 19 lycées ont été créés dans ce pays, contre 36 en 5 ans sous le régime issu de l'alternance. De plus, ce régime est le seul au monde qui injecte dans le secteur de l'éducation 40% du budget national. Et de tous les pays de la planète, il est encore celui, sinon fait partie d'un des rares qui donnent une bourse ou une aide à chaque étudiant de ses Universités.

Face à une telle supériorité dans la capacité de réalisation, une partie de la presse privée politico affairiste préfère braquer ses projecteurs sur les grèves intempestives des enseignants. Et avec force commentaires, elle voue aux gémonies l'auteur d'une telle prouesse. Voilà comment une presse politico affairiste a préféré choisir de polluer les esprits des citoyens plutôt que d'informer sur les faits montrant la volonté politique du président Abdoulaye Wade de réduire les gaps

historiques dans ce secteur prioritaire stratégique.

Dans le secteur de l'énergie, son soutien mal dissimulé aux manifestations politisées contre les coupures d'électricité exagérément amplifiées ont fini de faire méconnaître le rythme et la vitesse inégalés avec lesquels le régime de l'alternance progresse dans la réduction du déficit de capacité de production d'électricité laissé en héritage par l'ancien régime.

Pour connaître de manière plus précise comment dans ce secteur le régime de l'alternance distance encore tous les régimes qui l'ont précédé, il suffit de comparer la « puissance installée dans notre pays du temps des Français jusqu'en 2000 en passant donc par Senghor et Abdou Diouf » à celle de l'alternance. On verrait que le bilan de la totalité des régimes coloniaux et néocoloniaux montre, pour plus de 50 ans de règne, une capacité d'installation de 300 MW face aux 230 MW ajoutés en 9 ans depuis 2000 par le régime de Wade. Mieux, ce régime a réussi l'exploit de construire, durant cette période de la plus grave crise pétrolière et financière, plusieurs centrales¹.

On pourrait poursuivre cette comparaison secteur par secteur et prouver que les acquis en 9 ans obtenus par le régime de l'alternance dépassent, sensiblement, dans les mêmes proportions, ceux du régime socialiste néocolonial en 50 ans de règne.

¹ Voir en annexes la lettre réponse du ministre sénégalais de l'Energie Samuel Sarr à Tanor Dieng Secrétaire général du parti socialiste.

Quand on sait tout cela, peut-on honnêtement oser ramener toute la politique conduite par Maître Abdoulaye Wade depuis le 19 Mars 2000 à une incurie ?

Peut-on, si on est sérieux et qu'on respecte l'intelligence des Sénégalais, réduire à rien d'utile tout ce que cet homme historique a proposé depuis qu'il était le président du Comité des Experts de l'OUA et tout ce qu'il a réalisé pour le Sénégal et l'Afrique quand il est arrivé au pouvoir en 2000 ?

Peut-on moralement accepter que des mercenaires de la plume puissent dire qu'ils sont animés « par l'unique souci d'abrèger la souffrance des populations », qui subiraient de la part du régime de Wade plus qu'il ne serait supportable pour un peuple debout « une mal gouvernance », « un amateurisme » éculé et s'en servir comme prétexte pour appeler à son départ et appuyer cela par de fausses révélations de scandales ?

Peut-on, si on est un intellectuel et un patriote, laisser ainsi faire détester cet homme historique, Maître Abdoulaye Wade qui a transformé un Sénégal néocolonial en un modèle de « développement autonome harmonisé à croissance accélérée » après 26 ans de lutte pour le changement, sans réagir, de peur d'être attaqué par des tueurs à gages politiques, des francs-tireurs, des « flingueurs automatiques » prompts à vous traiter de courtisan du roi voire de laudateur ?

C'est pourtant à un tel exercice difficile que des gens comme Abdou Latif Coulibaly se livrent en usant de tous ces faux alibis.

Abdou Latif Coulibaly fait partie des journalistes politico affairistes sénégalais qui cherchent à faire regretter l'ancien

régime UPS/PS² que les citoyens ont vomis le 19 Mars 2000. Dans toutes ses publications, il présente, dans un langage ombrageux, l'alternative wadienne au régime de l'UPS/PS comme quelque chose d'inutile et de dangereux pour ce pays. Selon un proverbe, « si le singe ose jeter la pierre sur le lion, c'est parce qu'il est à côté d'un arbre ». C'est pour dire simplement que si des mercenaires déconnectés du combat panafricain, qui ne sont que la partie visible de l'iceberg d'une armée de réserve engagée dans une guerre cognitive contre le processus de transformation de l'ordre socialiste néocolonial, osent diffamer le régime de l'alternance, c'est parce qu'ils s'appuient sur un bassin politique revanchard constitué par les vaincus de l'alternance en intelligence avec un groupe de veille international contre le développement de l'Afrique.

Voilà la problématique de fond qui explique le sens et les objectifs du combat de plumitifs comme Abdou Latif Coulibaly. Ce monsieur fait partie des gens qui veulent se présenter comme les champions d'une veille sur la Bonne gouvernance, la Démocratie et les Droits humains. Il s'agit d'individus qui tentent de dissimuler, de cette manière, leur rôle d'auxiliaire d'une opposition nostalgique du pouvoir. L'une des marques distinctives de ces gens est le fait qu'ils ont perdu l'honnêteté de reconnaître que le Sénégal sous Wade figure dans le top des pays africains qui se distinguent dans la lutte pour la Démocratie, la Bonne gouvernance, contre la corruption et les violations des Droits de l'homme. Aussi tentent-ils de faire ignorer que le plus parfait démenti de leur

² De 1960 à l'an 2000 le Sénégal a été dirigé par l'Union Progressiste Sénégalaise (UPS) qui a pris ensuite la dénomination de Parti Socialiste (PS).

dénonciation calomnieuse du Sénégal sous Wade est l'éligibilité de notre pays à l'**African Growth and Opportunity Act** (AGOA) et au **Millenium Challenge Account** (MCA). Tout ceci montre qu'avec des « aiguilleurs d'opinion » auto-proclamés comme Abdou Latif Coulibaly, on a affaire à une problématique de guerre cognitive visant à saboter les acquis de l'alternance pour créer les conditions d'un retour rapide au pouvoir du PS néocolonial.

Cette problématique trouve paradoxalement ses meilleures explications dans l'analyse du Parti de l'Indépendance et du Travail (PIT) que nous présentons ci-dessous. Elle a été faite à l'époque où ce parti politique n'avait pas trahi son combat contre le régime du PS néocolonial. Le PIT qui s'était engagé autour du leadership de Wade pour instaurer une alternative à un tel régime qu'il qualifiait « d'ordre néocolonial de régression politique, économique et démocratique » relevait dans une de ses thèses présentées au congrès de 1990 ceci :

« Le monopole exercé sur l'appareil d'Etat par l'UPS/PS depuis près de trente ans (40 ans à la date de mars 2000) a permis à ce parti de tisser de multiples liens visibles et invisibles constituant mieux que ses structures de parti, des relais efficaces pour son action.

Cette situation assure à l'UPS/PS d'importantes réserves qui lui permettent non seulement de résister encore face au peuple mais aussi en cas de défaite, de paralyser durablement l'action d'un nouveau régime qui n'aurait pas su définir une attitude judicieuse à son égard.

Tout parti (ou coalition de partis) désireux de gouverner demain le pays dans l'efficacité et la stabilité, devra adopter à l'égard de l'UPS/PS une stratégie qui ne lui permet pas une fois passé dans l'opposition, d'utiliser ses relais

dans l'appareil politique et économique du pays mais aussi au sein de la société, pour saboter l'action du nouveau régime, pour retarder ses résultats positifs au profit des masses ; donc pour affaiblir progressivement leur soutien à cette action en s'aménageant ainsi la possibilité d'un retour triomphal au pouvoir.

À l'évidence, ni l'exclusion, ni la répression ne saurait constituer une parade efficace à cette éventualité ».

La pertinence et l'actualité de cette analyse du PIT trouvent leur pleine confirmation dans la mauvaise querelle que l'opposition revancharde, qui répond au nom de *Benno siggil Sénégal*³, fait aujourd'hui au pouvoir issu de l'alternance sur la question de la gouvernance politique, économique et démocratique. Cette opposition que des patriotes panafricanistes préfèrent appeler *Benno segueul Sénégal*⁴ cherche à discréditer à l'extérieur l'alternance et à l'affaiblir à l'intérieur. Pour y parvenir, elle s'appuie sur ses relais implantés, à la faveur du long règne du Parti-Etat qu'était le PS néocolonial, dans l'administration, dans la société et dans les organisations internationales. Elle bénéficie également dans sa lutte contre le régime de l'alternance de l'aide des rejetons de la classe politico bureaucratique, créée par l'économie néocoloniale dualiste et extravertie du PS, qui contrôlent aujourd'hui la presse privée politico affairiste actuelle et les ONG extraverties. Nous allons tenter dans ce livre de rendre lisibles et intelligibles au peuple sénégalais les enjeux de cette guerre cognitive que mènent ces réservistes de l'armée défaite du PS néocolonial en collusion avec un ordre de veille international européo-centriste. Nous allons montrer comment ils s'opposent

³ Expression en langue ouolof qui signifie : s'unir pour faire relever la tête au Sénégal.

⁴ Signifie : s'unir pour faire courber l'échine au Sénégal

ensemble au développement de l'Afrique et veulent forcer au Sénégal le retour au pouvoir de la famille du PS néocolonial à partir d'une déconstruction du leadership panafricain contemporain de Maître Abdoulaye Wade.



Chapitre I

Abdou Latif Coulibaly champion d'une veille citoyenne ou imposteur ?

Abdou Latif Coulibaly a beaucoup écrit. Personne ne peut contester le fait qu'il a du talent dans la production de brûlots. À son actif on peut retenir des centaines d'articles distillateurs et plusieurs livres boutefeux publiés durant les deux mandats du président Abdoulaye Wade. Tous ont eu pour cible Wade, sa famille et son régime, à l'exception de son premier livre consacré à l'analyse des péripéties et des convulsions internes au sein du PS. Au vu du nombre et de la fréquence de sortie annuelle de ses publications depuis l'avènement de l'alternance, on ne peut pas ne pas admettre qu'il fait du commerce avec le portrait caricaturé de Maître Wade qui est très prisé dans le milieu des vaincus de l'alternance.

Grâce donc à des écrits provocateurs, qui incitent au soulèvement contre le régime de Wade, Abdou Latif Coulibaly

est parvenu à occuper une place privilégiée dans l'espace médiatique. Aussi est-il devenu lui-même un objet d'investigation et de réflexion pour tout intellectuel sénégalais qui veut être à jour sur les événements de son pays.

C'est pourquoi nous ne pouvions pas ne pas nous intéresser à lui, mais également à tous ceux qui se présentent de manière évidente comme les hommes de presse les plus haineux contre le régime de Wade.

Nous allons essayer dans ce livre de nous acquitter de ce noble devoir de recherche en essayant de comprendre l'homme : Abdou Latif Coulibaly. Nous allons le mettre sur le divan et permettre aux Sénégalais de découvrir les mobiles des actions antipatriotiques et anti-panafricanistes de cet homme. Et à travers lui, nous allons pouvoir faire connaître également ceux de tous les individus et de toutes les organisations partageant avec lui la même orientation et les mêmes pratiques de personnes vipérines qui sont en marge de nos valeurs religieuses et de civilisation africaine: la dénonciation calomnieuse, le psychologisme outrancier, le procès d'intention et la critique facile.

Beaucoup de Sénégalais sont choqués comme nous de constater chaque jour que tout ce beau monde fait dans l'anti-wadisme primaire sans aucune retenue. C'est pourquoi il est plus qu'un devoir pour nous, et pour n'importe quel patriote, d'essayer de mettre à nu les raisons qui les font courir si honteusement au risque de tomber en buttant sur le tronc de l'arbre du gigantesque processus de transformation conduit par un homme historique ayant enduré 26 ans de

lutte pour le développement et la démocratie.

Abdou Latif Coulibaly, dans notre investigation, est pris comme le spécimen le plus représentatif d'un groupe d'individus dont l'étude comportementale permettra de faire connaître de manière précise la nature, le rôle et la place qu'occupe sa famille d'appartenance dans le rapport contradictoire entre le peuple sénégalais et son environnement pertinent; et de façon plus large entre les peuples d'Afrique et des idéologues européocentristes.

Nous avons commencé notre recherche sur Abdou Latif Coulibaly en parcourant une partie significative de ses publications. Et de prime abord deux choses apparaissent de manière irréfutable.

La première est qu'Abdou Latif Coulibaly cherche à gagner la posture de champion d'« une veille citoyenne » sur les questions de la Bonne gouvernance, de la Démocratie, des Droits humains et de l'Ethique au Sénégal. Et il veut s'en servir comme arme de déconstruction du leadership intellectuel panafricain de Wade pour espérer lui enlever tout bénéfice politique qu'il pourrait tirer des résultats de son travail de génie dans la transformation du régime de régression et d'oppression du PS en un modèle de « développement autonome harmonisé à croissance accélérée ». Et ce fait-là est très important à souligner. La meilleure manière de détourner l'attention de quelqu'un lorsque sa réflexion et ses actions sont concentrées sur des choses essentielles et fondamentalement vitales pour son devenir, sa liberté et celle de son peuple c'est de venir bruyamment lui imposer un faux débat sur des choses humainement importantes et sensibles.

De tels procédés relèvent de l'intelligence économique. Ils ont déjà servi contre l'Afrique à négocier, avec l'aide de mercenaires, sa domination pour des siècles. Nous devons éviter que l'histoire de la « mission civilisatrice, » cette construction intellectuelle qui a servi de justification pour dominer pendant des siècles l'Afrique, ne se répète sous une autre forme avec des gens comme Abdou Latif Coulibaly.

Ce dernier force tapageusement dans l'espace public le débat sur les questions de la Bonne gouvernance, de la Démocratie, des Droits humains et de l'Éthique avec des brûlots. Il le fait dans le dessein manifeste de faire passer au second plan la question essentielle et fondamentale du développement du Sénégal. C'est pourquoi il tente toujours, avec l'aide d'une certaine presse, qui n'est pas toute la presse, d'imposer aux Sénégalais ses brûlots qu'il sort pour contrer chaque projet de Wade qui contribue au développement du Sénégal et de l'Afrique.

Abdou Latif Coulibaly veut ainsi, et tout le temps, créer l'évènement avec ses brûlots pour effacer le succès que doit avoir une politique de Wade. C'est pour cette raison qu'il essaie d'encrasser l'esprit des Sénégalais chaque fois, et dans des moments cruciaux, que leur attention et leurs énergies sont mobilisées pour soutenir de manière décisive un projet de Wade digne de rentrer dans l'histoire.

On voit ainsi comment la véritable tâche que s'est assignée Abdou Latif Coulibaly est d'amener les Sénégalais à tourner le dos à toutes les initiatives novatrices de Wade et à tous ses projets qui peuvent donner du mérite et une crédibilité au

pouvoir issu de l'alternance. C'est pourquoi il se fait fort de les éclabousser par de fausses révélations de scandales.

C'est donc à une tâche de haute communication (et pour une mauvaise cause) qu'Abdou Latif Coulibaly se consacre quand il prétend exercer un devoir de sentinelle de la Démocratie en essayant de changer le soutien constant des masses obtenu par Wade depuis le 19 Mars 2000 en une haine d'un « despote et d'un organisateur d'un régime patrimonial ». Il s'agit d'une stratégie de communication bien à lui visant à appuyer subtilement l'opposition revancharde dans ses tentatives de saboter les acquis de l'alternance.

La trame d'un tel projet politique, qui consiste à faire en sorte que les masses éprouvent du dégoût à l'égard des projets de Wade, les rejettent ou s'en détournent, est bien expliquée dans l'analyse du PTT des années 90. Cette analyse explique également comment des individus comme Abdou Latif Coulibaly font partie de l'armée de réserve du PS chargés de souiller de scandales tout projet de parachèvement de la libération économique du pays qu'entreprend le régime issu de l'alternance.

La deuxième chose qui apparaît dans les écrits d'Abdou Latif Coulibaly est qu'il prend prétexte des dénonciations calomnieuses qu'il fait contre le régime de l'alternance pour amener les Sénégalais à se révolter. En fin de compte, renverser le pouvoir du président Abdoulaye Wade qu'il tient d'élections régulières et transparentes, toutes supervisées par des observateurs internationaux, est à l'évidence le projet auquel Abdou Latif Coulibaly vous invite dès que vous portez un

regard cru sur le point de chute de ses écrits.

Or, pour qui sait, cette question de « veille citoyenne » contre les violations de la Démocratie, de la Bonne gouvernance, des Droits humains et de l'homme sont, sous nos tropiques, à la mode. Et nous savons aujourd'hui qu'elle offre des possibilités de carrières faciles et d'appuis juteux dans l'hexagone pour des mercenaires à la recherche de notoriété et de gains accommodants. On peut donc comprendre pourquoi, en Afrique, il y a aujourd'hui une très grande prolifération d'ONG extraverties et de mercenaires de la plume sans foi ni loi qui font commerce de leur talent de manipulateur des perceptions.

Il s'y ajoute qu'il y a une curieuse et suspecte collusion entre ce nouveau métier pour « citoyen veilleur » de la Bonne gouvernance, des Droits de l'homme, de l'Ethique que se donnent les Abdou Latif Coulibaly et consorts et le métier de veilleur d'arrière-cour néocolonial que veulent encore se donner aujourd'hui des idéologues passésistes européocentristes qui ont inventé la compétence universelle et veulent imposer le respect des règles canoniques d'une « nouvelle religion supérieure » qui ne dit pas son nom.

La Bonne gouvernance, les Droits de l'homme, l'Ethique sont devenus malheureusement les piliers d'une nouvelle espèce de « religion supérieure » à partir de laquelle on décrète des « fatwas » contre les « mécréants » de la Démocratie et de la Bonne gouvernance. Et il est curieux de constater que les supposés « mécréants » ne sont débusqués que dans les pays sous-développés et principalement dans les pays africains.

« Je me donne le droit d'être un intégriste de la Démocratie », disait dans une radio de la place le journaliste Pape Samba Kane, un dinosaure de la presse sénégalaise très respecté et respectable, qui ne fait pas dans la dénonciation calomnieuse et la critique facile comme les Abdou Latif Coulibaly.

Si un tel journaliste aussi vigilant et brillant, intellectuellement et professionnellement parlant, a pu succomber à l'endoctrinement des idéologues de la nouvelle mission civilisatrice, on est en droit de désespérer des autres.

De toutes les façons, Abdou Latif Coulibaly et ceux qui le soutiennent parlent plus pour les simples d'esprit. Ils usent abusivement de la comparaison envieuse pour espérer créer une conscience de l'injustice chez le gorgolou sénégalais. Pour pousser ce dernier à la révolte, ils braquent leurs projecteurs sur leurs dénuements pour tourner en dérision les dépenses d'investissement massif du régime de Wade dans des secteurs stratégiques prioritaires. Pour aggraver les choses, ils y mettent une dose de dénonciation de faux scandales de corruption. Avec des discours de ce genre, Abdou Latif Coulibaly s'adressent ainsi à des gens qui ont une courte vue plus qu'à des hommes qui véritablement réfléchissent, scrutent les futurs possibles et donc peuvent voir, au-delà du microcosme sénégalais les défis et les enjeux auxquels les pays africains doivent faire face.

Mais les idéologues européocentristes, auprès de qui les Abdou Latif Coulibaly sont à la remorque, peuvent-ils apprendre à l'Afrique la Démocratie, les Droits de l'homme et la Bonne gouvernance ?

L'intellectuel africain qui connaît bien l'ontologie africaine, la charte du Mandé, la charte du Kurukan Fuga ou la thèse scientifique de l'antériorité de la civilisation nègre de Cheikh Anta Diop ne peut pas se laisser prendre au piège des constructions intellectuelles qui ont accouché de ce nouveau métier de « veilleur citoyen » en Afrique par lequel des gens comme Abdou Latif Coulibaly monnayent leur talent de mercenaire de la plume à des forces antinationales et anti-panafricanistes.

Ce n'est donc pas étonnant qu'on voit aujourd'hui, entre Abdou Latif Coulibaly, beaucoup de personnalités de la société civile extravertie et des journalistes, qui disent de l'alternance la même chose que l'opposition revancharde, une compétition mal dissimulée dans la dénonciation calomnieuse des projets structurants et industrialisants de Maître Wade.

Les Sénégalais ont raté l'occasion de se prémunir contre de tels gens-là en profitant des bons conseils prodigués par Jean-Paul Dias. Ce dernier avait très tôt et à plusieurs reprises dénoncé le rôle de mercenaire que jouent certaines ONG extraverties quand elles parodient les Gouvernants africains qui osent opérer une rupture avec les modèles d'adaptation aux fondamentaux coloniaux et néocoloniaux.

Chapitre II

Les contes et mécomptes d'Abdou Latif Coulibaly

a) Les contes de Latif

Les contes de Latif sur l'Anoci⁵ révèlent les secrets de la personnalité profonde de l'auteur de *Contes et mécomptes de l'Anoci*. On découvre chez lui un complexe d'intérêt pour la fabrique d'histoires à faire rire ou pleurer. Latif a pu développer cette inclination dans sa jeunesse. Malheureusement, ce penchant a subi une perversion dans sa vie adulte. Il lui a donné ce talent professionnel de sycophante et de manipulateur qu'on lui connaît aujourd'hui. Un des matériaux d'analyse qui en donne une indication est cette prophétie « du fou du village » de Sokone appelé *Njol Sokone* : « Je ne sais qui, mais toi, tout ce que tu obtiendras dans ta vie tu l'auras par le mensonge ». Les échos de la voix caverneuse de *Njol Sokone* qui sonnent encore dans l'oreille des Sokonois comme une alerte permanente ont été captés par les radars du quotidien *Le Messager*. Ils sont publiés dans sa livraison

⁵ Agence Nationale de l'Organisation de la Conférence Islamique

N° 1720 du Mardi 1er Septembre 2009. Ils nous permettent de découvrir chez Latif l'acquisition d'une compétence distinctive essentielle : l'habillage d'une activité de filouterie politico affairiste par une profession de foi au patriotisme et par un prétendu combat citoyen. C'est un exercice difficile dont Abdou Latif Coulibaly a la parfaite maîtrise. Il en use et en abuse dans tous ses ouvrages. Le plus grand spécialiste au monde de l'analyse du discours, s'il ne prend pas la précaution de ne pas s'émouvoir au départ quand il lit Abdou Latif Coulibaly, se ferait prendre au piège de la manipulation que tend ce « journaliste aiguilleur » lorsqu'il parle par exemple de sa femme et de sa famille dans ses remerciements. Il en est de même lorsqu'il convoque Norbert Zongo par une dédicace. Au début de chacun de ses ouvrages, Abdou Latif Coulibaly tente toujours, par les mêmes procédés, de tenir le lecteur par les sentiments. Dans *Contes et mécomptes de l'Anoci*, ce manipulateur des perceptions montre à l'évidence qu'il cherche, comme à ses habitudes, à susciter l'émotion autour des thèmes d'amour et de fraternité. Il pousse le bouchon de l'opportunisme jusqu'à tenter de provoquer un transfert sur lui de la sympathie que tout un chacun éprouve pour le célèbre journaliste burkinabé assassiné dans l'exercice de son métier. Endormir le lecteur avec des thèmes déclencheurs d'émotion pour distraire au départ sa vigilance intellectuelle est l'astuce par laquelle le filou politico affairiste veut arriver à faire avaler la pilule amère d'une chimère : « la monarchisation du pouvoir issu de l'alternance ». Par ce procédé, Abdou Latif Coulibaly tente d'établir l'idée que le président de la République Abdoulaye Wade incarne le Roi Soleil Louis XIV et Karim Wade le prince. Il complète le tableau des protagonistes de son conte pour idiots en mettant

tous les patriotes et intellectuels militants de l'alternance dans le rôle peu respectable de courtisans du roi. Une telle mise en scène dévoile très clairement qu'au fond, Abdou Latif Coulibaly veut créer chez le citoyen sénégalais un réflexe pavlovien : celui du flingueur automatique. Il veut inciter à traiter automatiquement de laudateur tout militant sincère et courageux qui prend le risque de défendre Wade par conviction. Pour lui, il n'est pas question que la supériorité du bilan du régime de l'alternance comparé à ceux de la totalité des régimes néocoloniaux puisse servir, en quoi que ce soit, d'argument efficace pour défendre le régime de Wade qu'il veut détruire. Aussi nourrit-il l'espoir de pouvoir démolir de tels genres d'argument avec des contes de mauvais goût comme celui de la monarchisation du pouvoir sous Wade. La présentation d'une « gestion nébuleuse de l'Anoci » par « le prince Karim Wade » n'a d'autres buts que de servir un tel dessein. Nous voyons ici que le but visé par Latif est si clair et la démarche d'autant plus froide qu'il ne s'agit plus de faire rire ou pleurer des jeunes qui ont besoin de consumer leurs ennuis dans les grand-places de Sokone, avec des contes de « Ndoumbélane » version Latif. C'est plus sérieux que cela. Abdou Latif Coulibaly fait dans la guerre cognitive pour préparer une vraie guerre à l'arme lourde. Il nourrit le désir de faire tomber le régime de Wade par le jeu de manipulation des consciences. C'est certain qu'il nourrit le secret espoir de provoquer le même phénomène qui, chez le Roi Soleil, a accouché de la République française sous Louis XVI qui a été guillotiné. Ce conte que Latif construit pour faire exister dans la tête des gens une monarchie au Sénégal sous Wade s'ouvre sur un discours de Fénelon. Il en fait la porte d'entrée de lecture d'une histoire qu'il fabrique de manière éclectique

pour révolter les cœurs par l'exagération d'évènements travestis et racontés sur la gestion de l'Anoci.

Le format du scénario du conte étant conçu, Latif peut entrer dans le vif de son récit burlesque sur les soi-disant mécomptes de l'Anoci. C'est à partir de ce moment-là qu'il rationalise. Toutes les informations tronquées qu'il a l'habitude de recevoir des éléments de la famille socialiste tapis dans l'administration ou des frustrés du camp de l'alternance en collusion avec les adversaires politiques de Wade sont revisitées et distillées. Il en fait un cocktail explosif pour faire sauter le régime de Wade.

b) Les mécomptes de Latif

Sur les prétendus mécomptes rien de nouveau sous le ciel chez Latif en termes de méthodes et d'objectifs d'investigations. À ce niveau, ce monsieur garde une constance indissoluble quand il s'agit surtout de pratiquer son exercice favori : la dénonciation calomnieuse.

Abdou Latif Coulibaly ne s'inscrit pas dans la vision de Wade. On ne doit donc pas attendre de lui qu'il considère que créer rapidement des actifs physiques qui réduisent, de manière significative pour le citoyen, le temps et le coût d'accès à des services sociaux de base en éliminant les externalités économiques négatives que provoquent les contraintes de la mobilité urbaine à Dakar est plus essentiel pour un panafricaniste que dénoncer les coûts de transition inévitables en matière de passage en force vers l'émergence. Il s'en tape. Son job à lui est de traquer les points faibles inhérents à tout passage en force vers l'émergence. Sa mission de

mercenaire est justement de faire situer la priorité sur autre chose que de stimuler les forces d'une vision wadienne pour le changement rapide de l'économie néocoloniale. Il sait que la vitesse et les raccourcis en constituent les principes fondateurs. Abdou Latif Coulibaly est tout le contraire du panafricaniste qui milite pour le changement en faveur de l'avenir de l'Afrique. Et le paradigme panafricain qui alimente les actions des patriotes engagés dans la transformation du régime du PS néocolonial n'est pas sa tasse de thé. Ce qui l'intéresse, c'est d'être à l'affût et d'attendre que la déclinaison d'une telle vision lui serve sur le plat des matières à dénonciation pour des violations de règles exogènes considérées par les panafricanistes comme historiquement marginales. Il sait que quand on s'investit dans la réduction de gaps historiques et qu'on privilégie le « développement autonome harmonisé à croissance accélérée », on est obligé de lever des contraintes constituées par des règles inadaptées à l'exigence de vitesse et de raccourcis pour réduire les gaps historiques.

Les règles ne sont pas des buts, mais des moyens que se donnent les hommes pour atteindre des buts. Donc si des règles viennent à empêcher l'atteinte de buts nobles, légitimes et historiques comme celui du développement de l'Afrique on est en droit de les modifier. Cela ne veut pas dire qu'on fait ici l'apologie de la thèse machiavélique selon laquelle la fin justifie les moyens.

On peut donc constater dans *Contes et mécomptes de l'Anoci* comment des gens comme Latif et les panafricanistes s'opposent en rationalistes moralisateurs et réalistes transformateurs. Nous n'aborderons pas les questions techniques et

scientifiques relatives aux chiffres sujets à controverse concernant le financement et la gestion de l'Anoci. Nous nous suffisons de la réponse technique et scientifique donnée au livre de Latif par le consultant Mamadou Sall. Cette réponse circule sur beaucoup de sites web. (À lire en page annexe). Ce qui nous intéresse ici, c'est l'analyse de la méthodologie de manipulation des perceptions dont Latif fait usage dans tous ses écrits.

Abdou Latif Coulibaly qui n'a aucune formation élémentaire en génie civil s'est aventuré à faire des comparaisons de coûts entre des ouvrages de Btp. Il a pris le risque de comparer des ouvrages réalisés en rase campagne à Thiès à ceux comportant des ouvrages d'art faits par l'Anoci à Dakar en plein milieu urbain. Il ne s'est pas rendu compte qu'il est tombé dans une innocence pédantesque qui fait rire sous cape les spécialistes des Btp comme Mamadou Sall. On ne peut pas comparer des travaux qui n'ont pas été réalisés de la même manière, ni avec la même consistance.

Abdou Latif Coulibaly est tombé également dans une arrogance intellectuelle sans commune mesure. Le plus grave est qu'il a mis en cause, dans ses dénonciations calomnieuses contre Karim Wade, la moralité d'honnêtes entrepreneurs sénégalais qui ont gagné les marchés de l'Anoci ainsi que leur crédibilité professionnelle. Il sait que l'effet de surprise va passer ainsi que l'agitation médiatique qu'il a déclenchée avec son dernier brûlot. Il sait qu'après que le brouillard sera dissipé, les gens vont avoir le temps de prendre connaissance des démentis techniques et scientifiques les plus approfondis qui ont commencé avec le consultant Mamadou

Sall. Ce dernier, qui a montré toute son indépendance d'esprit, a apporté des éléments de réponses techniques et scientifiques pertinentes aux rationalisations tirées par les cheveux de Latif à propos de ses révélations. C'est pour parer, sans doute, à ces démentis et pour façonner l'opinion publique qu'Abdou Latif Coulibaly est devant tous les micros. Il fait plutôt penser à l'illuminé Don Quichotte qui prenait «des moulins à vent» pour des géants



Chapitre III

Abdou Latif Coulibaly ou la persévérance sisyphienne dans la tentative de destruction des acquis de l'alternance

Abdou Latif Coulibaly s'est donc investi, depuis l'arrivée de Maître Abdoulaye Wade au pouvoir, dans une activité constante de manipulation des perceptions des Sénégalais et de vendeur d'illusions aux seuls fins de faire souhaiter la disparition immédiate du régime issu de l'alternance et le retour rapide au pouvoir du PS néocolonial.

Il le fait avec une témérité surprenante et une persévérance sisyphienne, convaincu qu'il peut se permettre toutes les audaces dans ce pays où la liberté d'expression est constitutionnalised par cet homme historique-là même, Maître Abdoulaye Wade qu'il pourfend.

Avec son tout dernier livre intitulé *Contes et mécomptes de l'Anoci*, Abdou Latif Coulibaly a encore renoué avec son

habituelle pratique consistant à se cacher derrière le manteau du journaliste écrivain pour dissimuler un commerce honteux consistant à livrer au bassin des vaincus du défunt régime UPS/PS une marchandise d'injures et de discrédits du régime actuel commandée par des affairistes et des politiciens revanchards.

Ce dernier livre d'Abdou Latif Coulibaly est la parfaite illustration de ce qu'est aujourd'hui le mercenariat de la presse politico affairiste sénégalaise qui contrôle une partie de la presse privée. Une bonne partie de cette presse est, en effet, sous le contrôle d'hommes d'affaires qui, loin de vouloir faire des affaires à travers un véritable journalisme d'information, cherchent plutôt à détenir un moyen puissant de pression politique sur l'Etat pour obtenir facilement des avantages économiques et préserver leurs intérêts dans l'obtention de marchés.

Qu'est-ce qu'un organe de presse comme *le Quotidien, le Populaire* peut apporter en termes d'affaire à l'entrepreneur Bara Tall qui, selon Latif, supporte dans son entreprise de Btp une masse salariale mensuelle de plus d'un milliard ?

Cette intrusion de l'affairisme dans la presse privée est devenue la porte d'entrée de l'ingérence des milieux politico financiers extérieurs qui, dans le contexte de la nouvelle gouvernance mondiale, cherchent à déconstruire les leaderships panafricains comme ce fut le cas à l'époque de Nkrumah et de Cheikh Anta Diop.

Ces affairistes savent que le régime issu de l'alternance dé-

cline une politique d'investissement massif dans des secteurs prioritaires stratégiques comme l'Education et les Infrastructures conformément à la théorie wadienne de *l'effet de percuss-ion* dont l'application explique les performances économiques du Sénégal sous son magistère.

Dans le contexte de la nouvelle gouvernance mondiale marquée par des tentatives de faire de l'Afrique une nouvelle zone d'opportunité pour les anciennes puissances économiques qui perdent leur position dans le monde face à des Etats/continents comme la Chine, l'Inde et le Brésil, des opportunistes qui se mettent à disposition de ces puissances s'évertuent avec leurs relais intérieurs à exposer Maître Abdoulaye Wade comme l'ennemi du nouvel ordre mondial qu'il faut abattre à tout prix, mais à l'interne.

Les coups d'Etat ne sont plus armés dans les pays où la Démocratie est avancée comme le Sénégal. La faiblesse de la Démocratie dans un pays pauvre comme le Sénégal réside dans le fait qu'il est possible d'utiliser plus facilement la guerre cognitive pour défaire des dirigeants gênants comme Abdoulaye Wade. Il suffit pour cela de contrôler des ONG fortes et le quatrième pouvoir qu'est la presse pour atteindre un tel objectif.

Ailleurs, on a cherché à liquider Lula au Brésil avec l'arme des scandales pour lui enlever le bénéfice politique des réformes qu'il avait introduites et qui ont fait la promotion des pauvres et des Noirs dans ce pays démocratique. On a tenté de faire échouer l'investiture d'Obama par les mêmes méthodes en tentant de l'entacher par le scandale qui a frappé

le sénateur de Chicago. Avec les prétendus scandales que nous présentent des mercenaires comme Abdou Latif Coulibaly des puissances extérieures peuvent espérer faire échec à l'alternative wadienne au régime socialiste néocolonial qui a affaibli leurs anciens relais locaux.

Le nouvel axe de coopération qu'Abdoulaye Wade a ouvert avec les Chinois, les Indiens, les Américains, les Brésiliens et les Arabes est vu d'un mauvais œil par les théoriciens euro-péocentristes qui pilotaient de l'extérieur les politiques économiques africaines sous le régime socialiste néocolonial.

Les idées de Wade, ses propositions et ses réalisations au plan politique, économique en faveur de son pays et de l'Afrique font de lui le leader intellectuel contemporain du panafricanisme qui assume l'héritage des pères fondateurs du projet de construction des Etats-Unis d'Afrique. On peut donc comprendre pourquoi il serait dangereux pour certains théoriciens du nouvel ordre mondial qui veulent exclure l'Afrique de la gestion de sa gouvernance qu'on laisse un Abdoulaye Wade consolider son leadership panafricain avec la réussite de tous ses projets structurants qui sortent de terre au Sénégal.

On veut arriver, avec des antipatriotes qui trompent les Africains en jouant, comme Abdou Latif Coulibaly, à l'excès la fibre patriotique sur des thèmes galvaudés à tout faire pour qu'Abdoulaye Wade ne soit pas l'exemple à suivre pour les dirigeants africains. Le syndrome de la liquidation de Nkrumah menace aujourd'hui son disciple Abdoulaye Wade à travers les attaques de mercenaires comme Abdou Latif Coulibaly.

Les positions panafricanistes de Wade et son influence dans les choix stratégiques des Etats africains hypothèquent sérieusement les projets d'asservissement de l'Afrique. En se portant à la tête d'une dénonciation des Accords de Partenariat Economique (APE) au sommet UE/Afrique tenu à Lisbonne et en proposant en lieu et place des Accords de Partenariat pour le Développement (APD) le président Abdoulaye Wade s'est mis au service des peuples africains. C'est pourquoi il battra comme Ignacio Lula et Barack Obama tous ses adversaires de l'intérieur comme de l'extérieur grâce au soutien du peuple sénégalais et africain.

Le peuple sénégalais sait qu'il a anticipé, en bon visionnaire, sur la crise économique mondiale consécutive à la flambée des prix du baril de pétrole en prenant l'initiative de réunir à Dakar le 27 Juillet 2006 tous les pays africains non producteurs de pétrole. Au cours de cette rencontre, réunissant tous les ministres de l'Energie des pays africains non producteurs de pétrole à l'hôtel Méridien-Président de Dakar, il a attiré leur attention sur le risque d'effondrement des économies africaines si une solution concertée n'est pas trouvée à cette hausse incontrôlée du prix du fuel et au partage juste de la rente pétrolière. Le peuple sénégalais sait donc qu'il a proposé comme solution la *wade formula*⁶. Les peuples africains savent également qu'Abdoulaye Wade a été ainsi à l'avant garde de toutes les batailles en faveur du développement économique de l'Afrique et pour son unité politique en vue de créer les conditions de la réalisation des Etats-Unis d'Afrique.

⁶ Voir en annexes la présentation de la wade formula dans le discours du président Abdoulaye Wade.

Dans toutes ces batailles qui accompagnent les combats du mouvement noir mondial, des gens comme Abdou Latif Coulibaly sont totalement absents.

Au plan local on n'a vu ni entendu aucun de ces mercenaires de la plume se prononcer sur l'utilité de la création de la Case des tout-petits qui est pourtant retenue par l'UNESCO comme projet universel, de l'octroi d'une bourse ou d'une aide à chaque étudiant au Sénégal, de la création de l'auto-route à péage et de l'Aéroport de Ndiass, du plan sésame⁷, du plan Jaxaay⁸, de la GOANA⁹. La liste est longue. Personne ne verra Abdou Latif Coulibaly approuver une idée ou un projet de Wade, même s'il est retenu comme modèle par les institutions internationales. Pourtant on l'a vu à, propos de l'Anoci, donner un satisfecit à Djibo Kâ pour sa

⁷ Présentation du plan sésame par le président de la République dans son discours à la Nation du 3 avril 2006 :

: « Comme vous le savez, j'ai décidé d'accorder les médicaments gratuits aux personnes âgées. Cet acte traduit l'idéal de solidarité inter générationnelle si caractéristique de notre peuple.

En effet, chez nous, chacun nourrit le rêve secret de vivre avec ses parents et de prendre soin d'eux. Mais, lorsque, par la force des choses, ce rêve ne peut être réalisé, il est juste que la Nation s'en charge. C'est pourquoi j'ai instruit le ministre de la Santé et de la Prévention médicale de concevoir, avec les partenaires comme l'Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES), le Fonds national de retraite FNR, la faculté de médecine de Dakar et les collectivités locales, un plan de couverture médicale permettant aux personnes âgées de bénéficier de soins gratuits dans des hôpitaux, centres et postes de santé sélectionnés sur l'ensemble du territoire national. Une subvention de 700 millions de francs Cfa sur fonds propres de l'Etat sera dégagée à cet effet pour couvrir ce nouveau système de solidarité dénommé « sésame ».

⁸ Adresse du Chef de l'Etat à la nation sur les inondations et sur le plan Jaxaay

Chers compatriotes,

Face à ce phénomène récurrent des inondations, mais aujourd'hui d'une amplitude sans précédent, aggravé par des risques de catastrophe sanitaire considérables pouvant entraîner des épidémies, si des mesures urgentes n'étaient pas prises, nous devons cesser immédiatement les colmatages traditionnels.

gestion de l'OCI en 1991 et fusiller au même moment Karim Wade pour sa gestion du même évènement en 2008. Au contraire, il cherchera toujours à faire braquer les projecteurs sur les points faibles et erreurs marginales des projets réussis de Wade pour transformer l'approbation et le soutien attendus des Sénégalais en déception et en haine.

Abdou Latif Coulibaly fait dans la politique politicienne. Il n'éprouve plus aucune crainte à dévoiler de telles intentions. Il sait que beaucoup d'intellectuels sénégalais ont abandonné les espaces des débats à cause du terrorisme médiatique qu'il

Après deux décennies de tergiversations, le moment est venu de recourir à des moyens radicaux, principalement par l'évacuation des populations et leur hébergement dans des zones salubres, et surtout par l'élimination de ces bidonvilles et la construction à leur place de cités modernes. C'est pourquoi j'ai décidé de mettre en place un plan spécial que je vous propose d'appeler le « plan Jaxaay », Aigle, l'oiseau qui vole le plus haut. Ce concept de l'Aigle, qui symbolise la hauteur, suggère que les populations, désormais, s'installeront sur des sites élevés et non plus dans le bas-fond, réceptacles naturels des eaux de ruissellement. Les populations exposées sur les voies d'eau et leurs réceptacles devront accepter leur déplacement vers des lieux aménagés où, bien entendu, les conditions au départ seront difficiles, mais je demande à toutes et à tous de faire preuve de courage, le temps d'apporter une solution définitive.

⁹ **Extrait du discours du président de la République à la 64e Assemblée Générale de l'ONU:** «Le Sénégal a réussi, en un temps record, à donner une réponse positive à la crise alimentaire, avec, pour la deuxième année consécutive, la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) qui nous vaut d'excellents résultats.

Nous comptons renforcer cette option d'autosuffisance alimentaire avec la syndicalisation des producteurs ruraux, selon le modèle du Québec.

Dans ce sens, nous mettons actuellement en place une « Banque verte », banque des agriculteurs, des pêcheurs et des éleveurs, qui sera un instrument d'appui au financement de ces filières. Il s'agit là d'une audacieuse innovation, une Révolution verte que nous voulons réussir.

Au plan global, je pense qu'au delà de ses effets indésirables, la crise actuelle a un côté positif en ce sens qu'elle stimule l'esprit de créativité, d'initiative et de combativité. Si le Secrétaire Général n'avait pas lancé son appel pathétique de Rome il y a deux ans, je n'aurais peut-être pas eu de défi de cette dimension à relever en imaginant la GOANA.

exerce en complicité avec une presse politico affairiste qui est prompte à tirer sur tout ce qui bouge du côté du pouvoir et particulièrement contre toute personne indépendante qui voudrait ouvrir la colonne de l'actif du bilan de Wade. Au vu de cela, beaucoup d'intellectuels critiques préfèrent ne plus exprimer leur opinion dans les médias. Ils évitent ainsi d'être taxés de laudateurs ou de vendus par des journalistes comme Latif.

Seuls les intellectuels militants du panafricanisme conséquents osent s'exprimer et défendre le bilan de Wade, parce qu'ils savent que la protection du leadership panafricain est un élément fondamental du mode opératoire de la stratégie de construction des Etats-Unis d'Afrique.

Abdou Latif Coulibaly pense donc que la tâche lui est rendue facile par cette désertion des intellectuels critiques. Il peut dans ces conditions devenir, sans risque, un spécialiste de la déconstruction du leadership panafricain contemporain de Wade. Puisque ces intellectuels critiques ne viendront pas lui reprocher d'avoir nié l'actif intellectuel, politique et économique de Wade qui est incomparable comme l'avait fait son frère Sidi Gaye Il croit donc ferme qu'il peut se suffire de l'idée de l'inutilité de Wade qu'il va créer dans la tête des gens par des dénonciations calomnieuses pour provoquer une clameur populaire qui fera partir Wade et son régime. Et c'est sans doute pourquoi, il a pu tolérer et même soutenir les partis politiques revanchards qui ont lancé l'IDEWA¹⁰.

Animé par une haine démesurée contre les Wade, Abdou

¹⁰ Initiative pour la Démission de Wade

Latif Coulibaly apparaît ainsi comme quelqu'un qui est frappé de cécité. Il ne prend plus aucune précaution pour vérifier ses sources quand il attaque le régime issu de l'alternance. Il ne voit que ce qu'il veut voir. On peut même dire qu'il est frappé de surdité partielle quand il n'écoute que ceux qu'il veut écouter. Il est manifestement frappé de partialité car il ne dit que ce que disent les ennemis de Wade.

Abdou Latif Coulibaly s'est, toutefois, rendu compte que l'opposition actuelle n'arrivera pas à déstabiliser Wade. Il a alors décidé d'être l'opposition, toute l'opposition. Abdou Latif Coulibaly a décidé d'être l'intellectuel attiré de l'opposition et des ennemis de Wade et a réuni autour de lui un cercle d'intellectuels partisans », des tueurs à gages politiques qui ont pour mission aujourd'hui de terroriser toutes les voix qui s'opposent à leurs positions.

Le moins intelligent parmi ces tueurs à gages politiques qui fourmillent autour d'Abdou Latif Coulibaly est Mody Niang. Ce contributeur de presse qui sature les sites web de textes qu'on arrête de lire au premier paragraphe parce que lassants, anormalement longs et ennuyeux, a cherché à forcer le destin au crépuscule de son départ à la retraite en jouant au franc-tireur, au « flingueur automatique » pour espérer entrer dans la cour des grands auteurs de brûlots contre les Wade. La situation d'aisance financière d'Abdou Latif Coulibaly, gagnée dans la vente du portrait caricaturé de Wade au marché des vaincus de l'alternance, fait envie.

Mody Niang qui pense sans doute pouvoir ainsi réussir en imitant Abdou Latif Coulibaly cherche à se faire pitoyablement un nom en attaquant des hommes célèbres comme

le professeur agrégé d'histoire Iba Der Thiam et le professeur agrégé d'économie et avocat Maître Abdoulaye Wade. Il a eu à nous faire de la publicité gratuite en nous attaquant aussi dans un pamphlet qu'il a publié pour tenter de tuer dans l'œuf un livre dont nous avons annoncé la sortie. C'est la preuve que cet élève d'Abdou Latif Coulibaly nous lit. Nous aurions voulu trouver le plus petit intérêt à le lire aussi. Quitte à nous ennuyer un peu ou nous offusquer des insultes qu'il profère contre des hommes célèbres. Mais malheureusement avec ses textes aussi indigestes au plan intellectuel, avec des phrases stéréotypées qui dénotent une paresse dans la recherche et tuent l'envie de terminer le premier paragraphe on prend difficilement le risque de faire passer un seul en travers de la gorge.

Mody Niang s'est jeté sur l'exemplaire d'un petit lot de la version hors série de notre livre intitulé *Comprendre l'alternative nadienne*. Il s'est empressé, comme savent le faire les opportunistes, d'exploiter les erreurs manifestes et évidentes de saisie du manuscrit, qui ont échappé au contrôle du réviseur sur la chaîne de production, ce qui a fait qu'il existe un lot hors série et un lot certifié avec un numéro ISBN propre à la maison d'édition¹¹. Il a choisi de nous discréditer, en produisant dans une précipitation méphistophélique un livre-réponse dont l'unique objet est de railler des coquilles contenues dans les exemplaires hors série. Il a cherché ainsi à tuer bassement et par anticipation l'intérêt d'une lecture de la bonne version. Mody Niang a pensé sans doute nous avoir blessé par ses critiques portant sur la forme de notre livre

¹¹ Voir le communiqué de l'éditeur en Annexes.

hors série. Il s'est comporté comme un petit écolier qui découvre la grammaire mais qui éprouve des difficultés dans l'interprétation du contenu d'un livre qui le dépasse. Il a agi comme un pot vide qui résonne et ne raisonne pas. Aussi a-t-il maladroitement cherché à dissimuler ses insuffisances intellectuelles par la recherche de l'élégance du style pour que n'apparaisse point son incapacité à appréhender le contenu d'un livre qui articule plusieurs disciplines et niveaux d'analyse.

Ils ont été d'ailleurs très nombreux les contributeurs de presse intervenant par exemple sur le site www.alpha-2.info/ qui ont cherché à comprendre l'empressement de Mody Niang à nous attaquer non pas curieusement sur notre premier ouvrage, qui lui est sorti en mars 2005, mais sur la mauvaise version de notre deuxième livre.

Nous avons décidé d'afficher, en guise de réponse, un silence méprisant sachant que Mody Niang cherche, comme à ses habitudes, à être célèbre en attaquant des hommes publics qui se distinguent dans la défense des acquis de l'alternance. Quand on connaît cet homme, on ne peut pas se permettre de l'élever à la dignité de mériter une réplique publique directe d'un intellectuel. C'est pourquoi il attend désespérément des réponses de notre part à ses attaques qui ne viendront jamais et aussi celles d'hommes publics victimes de ses quolibets dans la presse. Le minuscule livre où il s'est pitoyablement embourbé en montrant son incapacité à relever le défi de l'écrit sans fautes de français a, néanmoins, subi une sévère correction de la part des internautes du site [alpha-2 .info](http://alpha-2.info). Ils se sont fait le plus grand plaisir de lui jeter

sur la figure les nombreuses coquilles de son livre comme pour lui dire : qui cherche trouve.

Chapitre IV

Les vrais intellectuels doivent sortir l'Afrique des pièges de faux enjeux.

Penser l'Afrique et le Sénégal en même temps et être jugé sur sa capacité à user de la vitesse pour aller plus vite que les régimes néocoloniaux en passant par des raccourcis pour créer des actifs physiques structurants et industrialisants, voilà les défis et les enjeux à relever qui sont attendus de tout temps par les patriotes et intellectuels panafricanistes. Au Sénégal des hommes comme Cheikh Anta Diop, Abdoulaye Wade et Majhmout Diop ont tenté de répondre à de telles attentes. Ils ont ouvert des champs de réflexion et des séquences de luttes qui ont créé aujourd'hui les conditions de la maîtrise possible par les Africains de leur destin. Ces hommes historiques ont permis la déconstruction des falsifications de l'histoire de l'Afrique. Ils ont contribué à l'impulsion d'un processus de libération économique et politique du continent qui connaît aujourd'hui, sous Wade, une allure fulgurante.

En effet, c'est au cours de l'alternance qu'on assiste véritablement à une rupture avec les modèles d'adaptations aux régimes coloniaux et néocoloniaux. C'est sous Wade que nous voyons se déployer une stratégie de développement économique et politique qui mise sur la vitesse et sur des raccourcis pour réduire les gaps historiques. Pour en être édifié, il suffit de comparer les bilans, secteur par secteur, avec des chiffres à l'appui. On verrait que le bilan politique, économique et social obtenu en 9 ans par le régime de l'alternance dépasse de loin celui de l'ensemble des régimes coloniaux et néocoloniaux. On se convaincrait inéluctablement que le Sénégal, sous Wade, est dans une vitesse de progression qui relève le défi de la réduction des gaps historiques.

Par la faute de journalistes comme Abdou Latif Coulibaly, qui tirent avec une folie meurtrière sur le régime de l'alternance à la place de l'opposition revancharde, les repères d'une bonne lecture de cette supériorité du régime de Wade sont brouillés. C'est par la faute de tels gens que les espaces médiatiques africains sont traversés essentiellement par des discours de querelles sur des faits divers politiques, pour ne pas dire politiques. Il s'agit de discours qui insistent plus sur le déballage qu'ils n'ouvrent sur de véritables débats pouvant rendre lisibles et visibles les enjeux de développement de l'Afrique.

Ces types de discours font perdre de vue aux citoyens d'Afrique les véritables enjeux du futur. Ils nous dévient de la voie du rattrapage des pays émergents qui avaient pris le même départ que le Sénégal dans les années 60. Ils affectent

donc notre capacité collective à avancer vite dans l'atteinte d'objectifs panafricains.

Ce sont les intellectuels et la presse africaine qui sont, plus que les politiques, interpellés par cette question de modèle social inadapté au combat panafricaniste.

Sans l'implication des intellectuels et de la presse africaine dans des débats d'enjeux et de défis pour la renaissance africaine, les citoyens d'Afrique sont désarmés dans l'espace public et ne peuvent acquérir une capacité de perception des véritables dangers qui guettent l'Afrique.

Les intellectuels et la presse africaine doivent contribuer à favoriser chez le citoyen une motivation pour des actions panafricaines. Ils doivent nous aider à restructurer la perception que nous avons du monde et de notre société ainsi que le regard que nous portons sur nous-mêmes et sur les autres à partir d'un nouveau paradigme intellectuel panafricain.

L'Africain du futur ne peut pas et ne doit pas être cet individu qui a la psyché modifiée par les politiques défaitistes des régimes conçus et formatés pour servir les intérêts de l'ancien maître esclavagiste et colonialiste.

Les choses se passent dans l'espace public comme si le citoyen n'a besoin que de faits divers politiques pour satisfaire son besoin d'information et nullement de vision et d'actions pour le développement.

Comment peut-on donner un coefficient plus élevé à la notion de Bonne gouvernance et de Démocratie qu'à celle de développement, d'accès à l'éducation, aux services sociaux de base?

On fait vite d'oublier qu'il n'y a aucun lien déterministe entre l'existence préalable d'une démocratie et le développement économique. Si c'était le cas, l'Occident n'aurait pas connu le développement ni aucun des pays dits émergents. Seule donc l'Afrique a engagé aujourd'hui le défi historique de réaliser concomitamment la démocratie et le développement parce que son ontologie négro-africaine lui en donne exclusivement la capacité.

Le développement est un droit générique en ce sens qu'il conditionne la réalisation durable de tous les autres droits dont la démocratie, les droits de l'homme, etc.

Les conquêtes démocratiques et de bonne gouvernance dans une situation de pauvreté ne sont jamais durables. Il faut nécessairement créer une base de développement durable pour garantir la pérennité des droits humains et des libertés.

C'est pourquoi Maître Wade s'est évertué à les constitutionaliser au Sénégal dès son arrivée au pouvoir. Il a ainsi pu montrer la puissance de l'humanisme nègre qui tire sa capacité de résistance et de partage de son ontologie négro-africaine.

Il nous faut appliquer la *trêve de contribution* proposée par Wade pour sortir de l'enfer d'un modèle social téléguidé de l'extérieur qui crée des rivalités crypto personnelles et alimente la discorde et l'esprit revancharde entre les oppositions et les pouvoirs en Afrique. Il affaiblit notre capacité collective nationale et africaine à faire face à des défis panafricains. Il

amène l'opposant à exclure de son champ de considération l'honnêteté de reconnaître des réalisations pour le développement de l'Afrique faites par un régime issu d'une alternance démocratique.

Ce modèle social qui nous empêche au Sénégal d'accepter « *une majorité d'idée* » pousse aujourd'hui beaucoup d'intellectuels patriotes à désertir l'espace des débats publics. Il amène même une certaine presse et une partie de la société civile à se projeter en dehors de nos valeurs de civilisation africaines qui enseignent le respect des anciens et le bannissement, dans la prise de parole publique, de l'insinuation calomnieuses et l'injure.

En atteste le fait qu'un grand nombre d'organes de presse ne se préoccupe aujourd'hui que de conquérir une posture de docte censeur pour pouvoir aiguillonner l'opinion africaine en vue d'obtenir une capacité de défaire, en fonction d'intérêts étrangers, tout pouvoir africain sans considération de bilan, de programme ou de vision pertinente pour l'Afrique.

Face par exemple aux APE conçus par des technocrates européocentristes, en l'absence de toute transparence et de tout débat avec des experts africains, qui sont tous aussi ferrés qu'eux en économie, les intellectuels et la presse africaines doivent nous sortir des pièges des constructions intellectuelles qui ont permis jusqu'ici la domination de l'Afrique. Le sommet Europe-Afrique, le plus controversé de l'histoire, qui s'est tenu à Lisbonne, a montré à la face du monde l'évolution majeure qui s'est opérée dans le comportement des

chefs d'Etat africains face à l'Europe.

Certes tous les chefs d'Etat africains ne sont pas des modèles. Mais laissons aux Africains la responsabilité de régler eux-mêmes leur cuisine interne. Il nous faut éviter l'auto-flagellation dont la conséquence est d'affaiblir l'Afrique. Il nous faut éviter d'investir nos énergies dans la dénonciation de nos faiblesses au détriment d'une stimulation de nos forces. Il nous faut tendre vers l'exploitation des opportunités que nous offre l'engagement actuel des chefs d'Etat africains à accepter de s'inscrire dans le projet des Etats-Unis d'Afrique.

Au regard de l'engagement d'un Tabo Mbeki contre les APE ou de celui d'un Abdoulaye Wade, il apparaît de plus en plus clairement que l'ère de la soumission aveugle et docile, qui caractérisait les chefs d'Etat africains durant la période du début des indépendances, est révolue.

Au cours de ce sommet Europe-Afrique, ces deux chefs d'Etat africains se sont mis au front de la contestation des A.P.E fondés sur le libre échange entre les produits africains et européens. Ils ont, en effet, tenu à faire valoir, au nom de leur continent, qui refuse définitivement l'assistanat au profit d'un partenariat avec l'Europe, une capacité des peuples africains à s'autodéterminer librement dans l'intérêt de l'Afrique du futur.

Une telle rupture, aussi manifeste dans les comportements des dirigeants africains, qui est révélatrice de l'esprit nouveau qui les anime aujourd'hui, doit être partagée et soutenue par la société civile, la presse africaine et les intellectuels.

Cette évolution est marquée, dans ses multiples étapes, par la formulation d'alternatives politiques et économiques panafricanistes à un ordre économique mondial qui n'a pas jusqu'ici rendu justice à l'Afrique dans son droit à la réparation des séquelles de l'esclavage et de la colonisation.

C'est ainsi que d'innombrables initiatives et propositions panafricaines ont permis l'avènement de l'Union Africaine (U.A) et son renforcement progressif.

La création du NEPAD¹², qui traduit l'esprit d'une conquête d'autonomie de pensée chez les nouveaux dirigeants africains, est venue consolider ce processus. La confiance des Africains en la maîtrise de leur destin ainsi que l'espoir pour l'avènement d'un futur africain maîtrisé ont fini par gagner progressivement les esprits des dirigeants africains. Et cela a balayé définitivement le doute sur la capacité de l'Africain à se prendre en charge pour son avenir.

Regardant le développement d'un tel processus soutenu par une coopération, Sud /Sud plus avantageuse pour l'Afrique que l'échange inégal expérimenté jusqu'ici avec l'Europe, des experts européens ont compris qu'une Afrique unie et maîtresse de son destin, coopérant de surcroît librement avec des Etats/continents comme l'Inde, la Chine ou le Brésil va reléguer l'Europe dans une position qui ne lui permet plus de garder l'initiative historique.

La perspective d'un recul futur de la position de cette Europe civilisatrice du monde face à des Etats/continents

¹² Nouveau Partenariat pour le Développement Economique de l'Afrique

qu'elle avait soumis hier sous son joug, a amené des intellectuels européens à recourir à une vieille stratégie de construction intellectuelle qui a servi efficacement dans le passé l'expansion occidentale dans sa conquête du monde.

On se rappelle que c'est en usant jadis du concept de « mission civilisatrice » que l'Europe a pu légitimer sa domination des peuples non européens.

Dans le fond, cette stratégie d'influence intellectuelle ne semble pas avoir changé aujourd'hui.

En effet, proposant des APE et les soutenant par des critiques adressées aux pays africains accusés de ne pas pratiquer la Bonne gouvernance et la Démocratie, l'Europe fait découvrir, après l'intermède d'une mission qu'elle s'était donnée après la Deuxième Guerre mondiale pour le développement de l'Afrique, qu'elle arbore aujourd'hui le manteau d'une nouvelle « mission civilisatrice ». La justification morale d'une telle nouvelle mission civilisatrice est l'instauration de la Démocratie et de la Bonne gouvernance dans le monde. Elle est soutenue par un système de veille internationale qui a ses mécanismes de contrôle et de sanction permettant à l'Europe de garder l'initiative historique.

La manière dont l'Europe a pu garder jusqu'ici l'initiative historique au moyen de constructions intellectuelles adaptées aux circonstances de l'époque peut être chronologiquement retracée : Il y a eu d'abord le concept de « mission civilisatrice », qui lui a facilité l'accumulation primitive du capital grâce à la pratique de l'esclavage et de la colonisation. Ensuite il a fallu que les conditions nées de la modification des rapports

de force créées, après la deuxième Guerre mondiale, par les peuples en lutte, amènent l'Europe à changer de stratégie d'influence intellectuelle pour garder son initiative et continuer de plus belle son exploitation des richesses de l'Afrique. C'est ainsi que la mission pour le développement s'est substituée à la mission civilisatrice et que pour cette raison des experts du développement extraverti ont pris la place des soldats et des missionnaires. Ils ont fait de l'aide au développement un mécanisme d'appel d'air pour pomper les ressources africaines à travers un mode d'échange inégal, voire par un mécanisme de développement du sous-développement qui a endetté l'Afrique plus qu'il ne l'a développée.

L'explication réside dans le fait que l'Europe a été contrainte de libérer les colonies à la faveur de la participation des colonisés à la libération de l'Europe contre les nazis. C'est pourquoi l'Afrique a vu la mission civilisatrice prendre les habits intellectuels d'une mission pour le développement et que la domination de l'Europe s'est poursuivie sous le voile d'une aide au développement.

Face aux velléités de reprise par l'Afrique de l'initiative historique à partir d'une volonté affirmée d'unification politique du continent, certains penseurs européens, ferrés en intelligence économique, se sont ingénies à employer les vieilles recettes en nous sortant les APE.

En décrétant un ordre mondial de veille sur la Bonne gouvernance et des Droits de l'homme, dont il s'attribue la mission, des idéologues se donnent une arme stratégique permettant seul à l'Occident de décider de la « fréquentabilité » ou de l'isolement

international de tout pays africain qui veut faire un passage en force vers l'émergence.

Pour arriver à une telle fin, des organes de presse et des agents dits de la société civile sont appuyés, s'ils ne sont pas créés depuis l'Europe, pour assumer en Afrique les fonctions d'aiguilleurs d'opinions et de doctes censeurs des politiques panafricanistes de libération économique de l'Afrique.

C'est dans ces rôles et fonctions d'aiguilleurs d'opinions et de doctes censeurs des politiques panafricanistes de libération de l'Afrique que nous trouvons certains journalistes comme Abdou Latif Coulibaly.

Cet individu et ceux qui évoluent dans son sillage ne sont que la partie visible de l'iceberg des mercenaires et tueurs à gages politiques qui font commerce de leur plume pour détruire de l'intérieur des dirigeants comme Abdoulaye Wade.

Chapitre V

Le combat des dirigeants panafricains face à une presse politico affairiste et une société civile extravertie

Le Sommet de l'Union Africaine tenu à Accra le 03 juillet 2007 a marqué un tournant décisif dans l'évolution des dirigeants africains. Leur volonté de réaliser l'unité politique du continent après de multiples tentatives infructueuses des pays africains depuis la création de l'OUA y a été on ne peut plus manifeste.

La preuve de l'existence d'une véritable volonté de réaliser l'unité politique du continent est le fait que c'est un seul et unique point de l'ordre du jour qui a été retenu pour cette assemblée générale extraordinaire de l'UA. Il s'agissait de s'accorder sur une feuille de route pour la création d'un gouvernement continental, première étape vers la création des Etats-Unis d'Afrique.

Au cours de ce sommet d'Accra, l'Afrique a donc effectué

un pas de géant en essayant de faire face au plus grand défi historique qui lui est posé dans ce 21ème siècle. Elle a abordé la question majeure et cruciale de son unité politique longtemps revendiquée par les panafricanistes. Elle l'a fait à un moment où des pays européens, qui se sont livrés les guerres les plus meurtrières de l'histoire de l'humanité, sont parvenus à dépasser les rancœurs qui pouvaient en résulter et les diviser pour toujours en signant l'acte de naissance de l'Union Européenne.

Cet exemple de dépassement que montre l'Union Européenne donne toute la mesure des urgences de l'heure et des défis que les dirigeants de l'Afrique ont à relever, en fondant leur espoir légitime sur l'engagement patriotique d'une presse et d'une société civile africaine patriote à leurs côtés.

Dans un tel contexte historique marqué par une nouvelle gouvernance mondiale en chantier, où toute erreur de choix stratégique et de décision politique pour l'Afrique va se payer de manière fatale dans le futur, la réflexion des dirigeants africains avait bien besoin de gagner en maturité.

Au regard d'un tel processus, il était attendu donc de la presse africaine et de sa société civile qu'elles assument le rôle de pilier le plus solide de ce combat pour la future Afrique et l'Africain du futur et non qu'elles servent de caisse de résonance à des forces idéologiques occidentales.

Ce sommet d'Accra a montré qu'au moins, eux, les dirigeants africains sont arrivés à s'accorder sur la nécessité de ré-

duire les gaps historiques qui empêchent le continent de tirer un profit juste du potentiel de développement qu'il recèle.

Aussi ont-ils semblé vouloir donner une image d'une Afrique possédant une capacité de conception autonome et d'actions concertées.

Les dirigeants africains montrent de plus en plus aujourd'hui qu'ils ont compris que le contexte de la compétition mondiale impitoyable présente des menaces telles que sans une stratégie commune pouvant conduire à l'unité politique et au développement du continent, les peuples africains vont être condamnés à revivre dans le futur le même calvaire qu'ils avait vécu à l'époque de l'esclavage.

Au vu de cette évolution positive des dirigeants africains qui s'est révélée au grand jour à Accra, la question est de savoir aujourd'hui si la prise de conscience historique de la responsabilité qui pèse sur les épaules de toute l'élite africaine est partagée par les journalistes africains et par les organisations de la société civile qui sont facilement promus dans les médias occidentaux. Rien ne permet de l'espérer si on regarde le rôle que jouent des journalistes comme Abdou Latif et des organisations de la société civile extravertie.

Dans ce contexte où les enjeux sont clairs et ne laissent d'autres choix aux élites des pays africains que d'œuvrer, chacune dans le domaine qu'elle occupe, à l'unité politique du continent, des journalistes sénégalais comme Abdou Latif Coulibaly et des représentants d'organisations de la

société civile extravertie ont choisi de verser dans un mercenariat politico affairiste pour briser l'élan pris par des leaders panafricanistes comme Wade.

Chapitre VI

Du rêve d'un partenariat stratégique Europe-Afrique non encore partagé à l'ouverture de nouveaux espaces de coopération

Dans son livre intitulé *Un Destin pour l'Afrique*, Maître Wade avait affirmé que l'Afrique est déterminée à réaliser son unité politique et à promouvoir son développement. Et que l'Afrique a besoin, pour cela, d'un ancrage dans un centre industriel. Il en fait une condition pour pouvoir faire avancer plus vite l'Afrique sur le chemin de la construction des Etats-Unis d'Afrique. Il a tenté de se faire comprendre par l'Europe en disant qu'une « Afrique en développement est plus profitable à l'économie mondiale qu'une multitude de petits Etats perpétuellement sous perfusion ».

Dans sa stratégie pour atteindre l'objectif de création des Etats-Unis d'Afrique, Maître Wade s'est fondé sur 7 axes permettant de construire un espace économique continental qui doit s'appeler les Etats-Unis d'Afrique. Il avait précisé qu'un centre industriel puissant qui ne pouvait qu'être l'Europe

était nécessaire à la mise en œuvre d'une telle stratégie. Il fondait la justification du choix de l'Europe en tant que centre industriel d'appui privilégié sur le fait que cette dernière avait l'avantage de partager avec l'Afrique une histoire commune vieille de plusieurs siècles.

Avec cette proposition de Wade, les intellectuels européens devaient s'abstenir d'user, avec les APE, de manœuvre pour déconstruire le système d'intégration régionale que l'Afrique a réussi à mettre patiemment et laborieusement en place pour prendre en charge son destin dans le cadre d'un co-développement axial stratégique entre l'Europe et l'Afrique.

La dynamique nouvelle dans laquelle s'inscrit l'Afrique depuis la création du Nepad peut permettre à l'Europe de gagner une position privilégiée dans l'accès au plus grand marché mondial du futur que les panafricanistes réunis au sommet d'Accra veulent créer.

Il faut définitivement savoir que les panafricanistes sont acquis au principe du co-développement avec l'Europe. Mais faut-il que l'Europe accepte de jouer le jeu d'un partenariat sincère, fondé sur le principe du gagnant-gagnant.

L'Afrique a changé de mentalité. Elle a conscience de ses forces et des opportunités qu'elle peut tirer d'une coopération fondée sur des bases de justice, de respect, d'égalité et de solidarité. Elle en a fait la démonstration en venant manifester à Bruxelles son opposition aux APE grâce à l'initiative courageuse du président Abdoulaye Wade. Aucun des prédécesseurs de Wade n'aurait osé prendre sous sa responsa-

bilité l'initiative d'organiser des manifestations contre une décision des anciennes puissances colonisatrices.

C'est la preuve que l'Afrique a commencé à se déterminer à partir de cette nouvelle conscience historique qui montre qu'elle veut surmonter ses difficultés et ses handicaps légués tout en s'efforçant de faire face à toutes les menaces pouvant entraver sa marche vers l'unité politique et le développement.

**a) Le partenariat Afrique, Etats-Unis
d'Amérique et pays émergents**

Avec l'éligibilité du Sénégal à l'instar d'autres pays africains au M.C.A et à l'AGOA le Sénégal et l'Afrique voient la vision stratégique de Wade totalement partagée et soutenue par l'Amérique ainsi que par des pays émergents comme l'Inde, la Chine et le Brésil. Ces derniers apportent aujourd'hui un appui économique de meilleure qualité à l'Afrique dans les échanges commerciaux. Parce qu'ils tiennent compte, dans leur coopération avec l'Afrique, de la dimension du développement plus que ceux définis par les règles inéquitables du commerce international édictées par l'OMC.

Avec L'AGOA et le M.C.A la stratégie fondée sur la « veille citoyenne » des journalistes comme Abdou Latif est complètement décrédibilisée. Cette différence dans l'approche des relations commerciales est appréciée par nos peuples africains en solidarité avec les peuples européens comme un refus de prise en compte des besoins légitimes de développement de l'Afrique par les Européens lorsqu'ils proposent les APE.

Maître Wade est le chef d'Etat africain le plus déterminé qui

ait engagé cette bataille. Il le fait avec une force de propositions qui fait que son leadership est devenu incontestable. Ses appels et propositions alternatives l'attestent. Il a tenté de convaincre tout le monde par ses appels à la jeunesse africaine et aux chefs d'Etat africains sur le fait que cette jeunesse africaine va regarder les dirigeants africains et européens et les juger sur la manière dont les uns et les autres vont se déterminer face aux défis posés par l'environnement international. Grâce aux multiples messages de conscientisation de Maître Wade, la jeunesse africaine est en train de regarder aujourd'hui comment les responsables africains vont assurer leur avenir. Elle est en train de juger aussi le comportement de l'Europe pour voir quelle place elle lui réserve dans ce monde globalisé qui doit tout à l'Afrique.

Maître Wade a toujours montré que notre devoir, nous les Africains, est dans l'inventivité. Il en donne l'exemple à chaque fois qu'un problème majeur se pose. Sa proposition d'APD pour répondre aux défis posés par les APE en est la plus grande illustration.

Toute capitulation face aux défis posés par l'environnement pertinent de l'Afrique sera condamnée par la jeunesse africaine. Le risque est grand que demain, cette jeunesse africaine parvenue aux affaires s'inscrive dans une politique de reniement des liens de solidarité que nos dirigeants ont bâtis avec l'Europe.

Pour être quitte avec le jugement de l'histoire, Maître Wade a lui-même assumé sa part de responsabilité. Il a fait un appel à la jeunesse et l'a appuyé par une proposition d'APD, en lieu et

place des APE, qui s'articulent autour des 5 points suivants :

1. « accords entre régions géographiques : Afrique-Asie, Europe-Afrique, Afrique –USA au lieu d'un accord mondial OMC trop global et donc trop réducteur ;
2. Constitution d'un espace mixte qui permettrait des investissements budgétaires de l'Europe en Afrique dans une optique keynésienne ;
3. Accords sur des produits homogènes : café, cacao, arachide, coton, pêche, produits miniers, manufacturés ;
4. Délocalisation industrielle vers l'Afrique ;
5. Financement des infrastructures en Afrique ».

L'appel contre les APE qu'il a lancé également pour une mobilisation des Africains et de la Diaspora vaut la peine d'être largement vulgarisé. Il mérite donc de figurer dans ce livre pour montrer à quel point les trajectoires des combats des mercenaires comme Abdou Latif Coulibaly et les panafricanistes comme nous, qui nous reconnaissons dans le combat de Maître Abdoulaye Wade, sont différentes et s'excluent au regard des enjeux et défis qui sont posés à l'Afrique sur l'horizon du 21^{ème} siècle :

b) L'appel historique de Wade contre les APE

On dit souvent que la grandeur des peuples réside dans leur capacité à surmonter les grandes épreuves. L'Afrique a pu survivre à plus de quatre siècles d'esclavage, de colonisation et d'une néo colonisation économique qui arrive à sa fin grâce à la prise de conscience de ses populations, ses cadres, intellectuels et hommes de culture qui se recon-

naissent dans un même combat : celui de la libération de leur continent.

Mais voilà que l'Afrique se trouve à nouveau menacée par des stratégies de destruction de son économie pour renforcer d'autres. Le combat contre un tel dessein doit encore être celui de tous les Africains de toutes catégories et de toutes conditions sociales, hommes, femmes, jeunes et moins jeunes.

Les peuples d'Afrique sont courageusement engagés depuis les indépendances à construire une économie viable fondée sur un début d'industrialisation et une agriculture moderne, malgré les subventions accordées par les grands pays d'Occident à leurs produits agricoles ainsi que la pratique d'un commerce déloyal qui pénalise le producteur africain.

Au sommet de Lisbonne, l'Afrique a clairement rejeté les APE. Presque tout le monde s'accorde d'ailleurs à le considérer comme un nouveau pacte colonial dans lequel l'Afrique devait une fois de plus servir de cheval de Troie à l'économie européenne.

À n'en pas douter, ces accords constituent une œuvre destructrice de nos économies patiemment construites depuis près d'un demi-siècle d'indépendance.

Il faut rendre hommage aux fils d'Afrique qui se sont opposés à une telle entreprise ruineuse.

Mais le combat ne fait que commencer puisque les ennemis de l'Afrique du dehors et leurs affidés de l'intérieur, loin

de lâcher du lest, affinent à nouveau d'autres stratégies.

Nous devons lancer un vaste mouvement de résistance aux APE et en même temps œuvrer à la construction d'un partenariat Europe Afrique bâti sur des bases du respect et des intérêts mutuels sans a priori ni préjugé.

Sur la foi de cet engagement, je lance un Appel solennel à tous les Africains de l'intérieur et de la Diaspora pour qu'ils se réunissent et adoptent des déclarations portant d'une part, sur le rejet des APE et d'autre part, sur notre volonté de sceller avec l'Europe un partenariat égalitaire dépourvu de tout esprit paternaliste.

Je vous convie, jeunes d'Afrique, à envoyer vos déclarations aux défenseurs de notre continent, à la tête desquels Me Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal et Monsieur Tabo Mbeki, Président de la République d'Afrique du Sud, mais aussi au Premier ministre du Portugal hôte du sommet de Lisbonne, Président du conseil européen, au Président de la Commission de l'Union Européenne, ainsi qu'au Président Nicolas Sarkozy qui a courageusement pris fait et cause pour L'Afrique.

c) Pour une nouvelle approche géopolitique panafricaine

Quand on lit cet appel du président Abdoulaye Wade, on se rend compte qu'au sommet de Lisbonne, lui et son homologue le président Tabo Mbeki se sont le plus distingués dans l'opposition farouche des chefs d'Etat africains à la signature

des APE.

Ils ont montré la faiblesse fondamentale de ces accords proposés qui réside dans leur non prise en compte des besoins de développement du continent, du fait qu'une logique commerciale en fonde strictement le principe.

Appréciant les conséquences négatives, que va entraîner pour les fragiles économies africaines, l'application d'un libre échange entre les produits africains et européens, ils se sont opposés à ce qui semble être une nouvelle velléité de domination de l'Afrique. Ils ont compris qu'il allait en découler la destruction du processus de l'unité politique du continent qu'ils ont laborieusement contribué à promouvoir.

Les médias du monde ont permis au peuple africain, dans sa diversité, de prendre connaissance des arguments pertinents que ces deux leaders africains avaient ensemble développés au cours de ce dernier sommet Europe-Afrique tenu à Lisbonne.

Les réactions dans le monde que leur position a suscitées prouvent que les raisons qu'ils avaient invoquées contre ces accords sont largement partagées par les patriotes africains de toutes catégories.

Les positions du duo Tabo Mbeki et Maître Abdoulaye Wade ont même bénéficié, au cours du sommet, d'un appui de taille en la personne d'un des membres les plus éclairés de l'UE. Il s'agit du président de la République Française, Nicolas Sarkozy qui est connu pour son sens de l'anticipation sur les défis du futur et pour ses réflexions intellectuelles en faveur

d'une bonne gouvernance mondiale des biens publics mondiaux.

La conviction personnelle de Maître Wade est que le contenu de ces accords va inmanquablement miner le parachèvement du processus d'intégration économique qu'a entrepris l'Afrique dans ses 5 espaces économiques régionaux tels que l'Uemoa.

On retrouve cette idée dans plusieurs discours d'Abdoulaye Wade. Cette idée se résume à dire qu'aucun chef d'Etat africain, qui connaît les véritables enjeux posés par les APE pour le futur et qui est soucieux de l'avenir du continent, ne peut moralement accepter par exemple l'accès libre de toutes taxes douanières dans nos marchés des produits subventionnés de l'UE.

Il n'est pas besoin d'être économiste pour être d'accord avec lui, car ces APE, à l'évidence, vont aussi priver les Etats africains de l'emploi stratégique de l'instrument budgétaire qui leur assure, dans le contexte d'un commerce international déloyal, une capacité d'investissement public dans des secteurs prioritaires stratégiques comme l'éducation, la santé, l'agriculture et les infrastructures.

Il s'y ajoute que le processus de création des marchés régionaux d'Afrique que les Etats africains ont péniblement et laborieusement conduit pour assurer une politique douanière commune ainsi que la perspective de la construction d'un gouvernement continental en Afrique vont être simplement liquidés. Et finalement, c'est le projet même de réalisation des Etats-Unis d'Afrique, initié depuis des siècles par les

pères fondateurs du panafricanisme, qui risque d'être abandonné. Ce qui va tuer l'espoir de tous les Africains de l'intérieur et de la diaspora de voir le continent noir se repositionner dans le 21^{ème} siècle et permettre que le regard négatif qu'on porte sur tous les Noirs du monde change radicalement et définitivement.

C'est donc, paradoxalement, au moment où le processus de construction d'un gouvernement continental connaît une phase décisive de réalisation, telle que le sommet de l'UA tenu à Accra permettait de l'espérer, que ces APE sont proposés aux Etats africains.

Les Présidents Tabo Mbeki, Sarkozy et Abdoulaye Wade, qui se sont le plus fermement prononcés contre ces APE, « avaient constitué un triangle de la résistance » contre la destruction de l'Afrique. Donc les intellectuels d'Afrique, les démocrates et humanistes du monde avaient le devoir de répondre à l'appel à la résistance que Wade avait prononcé au salon d'honneur de l'aéroport Léopold Sédar Senghor de Dakar à son arrivée du sommet de Lisbonne.

Bien avant cette épreuve de la résistance contre les APE, Maître Wade a constamment fait le plaidoyer du processus d'unification du continent en fournissant deux arguments majeurs. Il ne pouvait donc venir ensuite se dédire face à l'Europe en acceptant ses accords anti-panafricanistes.

Et ces deux arguments qu'il posait sont :

*« **Premièrement**, aucun développement n'est possible pour un pays africain dans sa configuration actuelle, nos espaces économiques respectifs, conséquence de la balkani-*

sation, étant trop étroits pour permettre le développement de nos marchés et de nos industries au rythme de la croissance et de la concurrence des pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie. Exception faite peut-être du Nigeria... Nos ressources matérielles, financières et humaines s'épuisent dans cette course désespérée, malgré l'aide, l'endettement, les rééchelonnements, l'effacement total ou partiel périodique des dettes.

Deuxièmement, le monde entier, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, s'organise en grands espaces économiques qui ont vocation de se dépasser. Citons la CEE qui a débouché sur l'Union Européenne, l'AELE (Association Européenne de libre Echange), l'ALENA (Association Nord Américaine de Libre Echange), ASEAN (sud est asiatique), l'Alliance pour le progrès entre pays des Amériques), le projet de communauté des riverains du pacifique (USA, Canada, Pays d'Amérique latine de l'ouest et pays d'Asie) ».

Voilà comment, par une recommandation aux dirigeants africains, il concluait ce plaidoyer à l'époque où il n'était pas encore à la tête de l'Etat du Sénégal. Il leur disait qu'ils « doivent se convaincre que l'unité politique est la seule voie de salut ». Puis d'ajouter:

« Je leur avais conseillé de s'engager dans la direction montrée par Kwamé Nkrumah en jetant sans délai les bases des Etats-Unis d'Afrique par l'institution d'un Gouvernement continental qui n'empiète pas au départ sur les compétences des Etats ».

Ce plaidoyer pour l'Afrique que Maître Abdoulaye Wade

avait mené depuis près de cinquante ans, il ne pouvait aujourd'hui que le poursuivre face à ces APE dont l'application va, à coup sûr, détruire la cohésion des Etats africains et ruiner tous les résultats du travail qui a été entrepris au sein des communautés économiques régionales dans la perspective d'une création des Etats-Unis d'Afrique. C'est pourquoi il a tenu à lancer cet appel historique contre les APE dès sa descente de l'avion le ramenant du sommet de Lisbonne.

Chapitre VII

Les raisons d'être optimiste pour l'Afrique dans la bataille du 21^{ème} siècle

L'Afrique noire est caractérisée par une population jeune et en forte croissance démographique. En effet « la part des moins de 15 ans est de 44% contre 20% en France et celle des plus de 64 ans est de 3,2% contre 15% ».

Cette explosion démographique qui est impressionnante est un atout si l'Afrique réalise son unité politique et une faiblesse si elle reste divisée. Si l'on sait que la Chine est parvenue à faire de son poids démographique un atout économique décisif en termes de marché solvable de plus d'1 milliard 300 de consommateurs, on comprendra mieux pourquoi le processus d'unification des Etats africains peut inquiéter tout le monde au point que l'Europe, l'Amérique et l'Asie sont en compétition farouche pour le contrôle de la plus grande zone d'opportunité économique du 21^{ème} siècle.

Des experts européens et des théoriciens de la primauté de

l'hégémonie hellénique enfermés dans leur tour d'ivoire semblent avoir bien lu cette perspective. Et la conception des APE qu'ils ont présentée à leurs dirigeants pour proposer un libre échange aux dirigeants africains ne semble avoir d'autre justification que d'anticiper sur le futur pour permettre à l'Occident de garder encore l'initiative historique sur le dos du continent noir qui lui a tout donné.

La raison en est simple. L'Afrique, avec une superficie de plus de 30 millions de km², peut absorber à la fois le territoire chinois, ceux de tous les pays membres de l'Union européenne, celui des Etats-Unis, de l'Inde y compris le Japon et les deux Corées. Cela prouve que l'Afrique dispose d'une étendue qui peut absorber le cumul des populations de ces mêmes pays dont les superficies peuvent être incluses dans l'espace géographique du continent noir. Nous avons ainsi la preuve que l'Afrique a un potentiel démographique de plus de 3 milliards de consommateurs. Qui peut résister à un marché de consommateurs de 3 milliards ? Il ne reste à l'Afrique que de réussir le pari de la solvabilité de ce marché potentiel. C'est ce pari que les dirigeants africains ont décidé de relever en mettant sur pied des projets comme le NEPAD.

On sait que la jeunesse de la population africaine peut permettre à ce continent de concrétiser ce potentiel démographique qui va pouvoir lui assurer de jouer le rôle de première puissance économique à condition qu'il y ait une continentalisation de sa représentation diplomatique, de sa recherche scientifique, de la lutte contre les fléaux et grandes endémies, de sa défense territoriale, etc.

La population africaine qui était largement inférieure en 1970 à celle de l'Europe (350 millions contre 450 millions) est parvenue à la dépasser dès l'année 1995 avec 728 millions contre 727 millions.

Cette progression si rapide et si brutale de la population africaine ne peut pas suivre la courbe de sa capacité de création de richesses dans les conditions de la division des pays africains par des frontières héritées de la colonisation et en étant enfermé dans les modèles économiques d'adaptation que nous avons dénoncés dans *Le Sénégal sous Wade*. De plus, si les prévisions statistiques prédisent que sa population atteindra 1,7 milliard d'habitants en 2050, dans l'hypothèse du maintien des Etats artificiels et dans l'hypothèse du maintien des difficultés nées de l'absence d'unité politique, on comprend qu'avec le projet d'unification en cours annoncé lors du sommet de l'U.A à Accra, la force économique que pourrait avoir l'Afrique si elle atteint l'objectif des Etats-Unis d'Afrique serait inégalable.

Voilà une des forces de l'Afrique déclinée à partir seulement de son potentiel de ressources géographiques et démographiques. S'agissant de son potentiel économique, tout le monde est au fait des richesses dont regorge l'Afrique et qui n'existent nulle part.

Donc l'aspect faiblesse de cette explosion démographique ne peut résider que dans l'absence d'unité politique et de création d'espace économique continental. On ne doit pas s'étonner, dans le contexte du maintien des conditions de la

division du continent, que « plus de 200 millions de personnes soient actuellement sous-alimentées, que 40% de la population africaine n'ait pas accès à l'eau potable et qu'un enfant sur six n'atteigne pas l'âge de cinq ans... »

Ce continent immense, par sa superficie, est aussi la seule surface immergée de la planète terre qui n'ait jamais bougé lors de la dérive des continents. Cette massivité et solidité géophysique sont à la hauteur de l'immensité de la richesse de son sol. Le paradoxe le plus frappant pour l'Afrique est que les atouts qu'elle possède ont plus servi les intérêts des puissances étrangères que ceux de sa propre population. L'Afrique est le véritable continent des paradoxes. C'est le continent le plus riche potentiellement et le plus pauvre concrètement. C'est le continent le plus fort, de par l'exemple de sa résistance historique à l'esclavage et à la colonisation, qui paraît le plus faible. C'est le continent qui a accédé le premier à la science et qui aujourd'hui est le dernier dans le domaine de la recherche scientifique.

L'Afrique bénéficie également d'une répartition, de par sa séparation à parts égales de part et d'autre de l'équateur, d'une situation privilégiée qui lui permet de produire de manière alternée, dans une seule année, toutes les denrées agricoles dont a besoin le monde. L'Afrique, dans le contexte de la crise alimentaire, peut ainsi nourrir le monde entier.

Elle dispose, pour cela, de vastes terres, de l'eau suffisante et d'une diversité de climats appropriés pour produire les variétés culturales de contre-saison dont a besoin l'Europe. Elle a donc un potentiel économique énorme qui pourrait la ren-

dre capable de se nourrir et d'approvisionner de manière constante les marchés européens, américains et asiatiques. La meilleure preuve est que « beaucoup de pays asiatiques tentent de délocaliser une partie de leur production en Afrique vu que sur les 130 millions d'hectares cultivables que renferme le continent noir 30 millions seulement ont été exploités jusqu'à ce jour ». Le Dr Papa Abdoulaye Seck qui dit cela sait de quoi il parle. « La récente préoccupation du G8 sur la nécessité d'observer des règles dans les achats de terres en Afrique » confirme, s'il en est besoin, la pertinence de la thèse du professeur Wade selon laquelle la solution de la crise économique mondiale est en Afrique.

Si malgré ce potentiel impressionnant l'Afrique n'a pas été en mesure d'assurer son autosuffisance alimentaire, et cela depuis les indépendances, c'est parce qu'elle n'est pas, encore une fois, unie à l'intérieur de son espace physique et culturel comme le sont l'Union européenne, la Chine, l'Inde, le Brésil, les Etats-Unis d'Amérique. L'Afrique, maintenue dans la division, ne parviendra jamais à faire face à des crises sanitaires comme le sida et le paludisme, des crises politiques, des guerres, des coups d'Etat militaires et des crises économiques comme les déficits budgétaires chroniques et le surendettement.

Nous avons suffisamment montré dans notre premier livre comment ces handicaps, qui font que ce continent ne peut pas occuper aujourd'hui une place et jouer un rôle important et respectable dans le concert des nations, découlent de l'échec des modèles d'adaptation à l'ordre colonial.



Chapitre VIII

L'urgence de lever les handicaps sur le chemin de croix vers l'unité politique et le développement

L'aspect le plus frappant dans le lourd legs des modèles d'adaptation est la configuration interne du continent en une multitude de petits Etats rendus à dessein jaloux de leur souveraineté internationale.

Divisés ainsi par un découpage inique depuis la Conférence de Berlin, qui a morcelé le continent en frontières artificielles, l'Afrique peine à recoller la séparation qui en a découlé de ses ethnies et de ses communautés homogènes situées de part et d'autre des frontières qu'on lui a imposées.

De ce qui précède, il est aisé de faire ressortir les éléments pertinents d'élaboration d'un plan stratégique qui règle la question de prise par l'Afrique de l'initiative historique.

Le diagnostic fait ressortir les éléments suivants :

Forces

La jeunesse de sa population, la richesse de son sous-sol, la conquête d'une conscience historique de son unité culturelle et de sa capacité de résistance, l'émergence de leaders panafricains qui travaillent à rendre possible la réalisation d'une unité politique.

Faiblesses

Manque d'infrastructures, balkanisation, étroitesse des marchés, faiblesse de l'épargne, absence de capacité d'autofinancement, absence de monnaie unique, absence de moyens budgétaires conséquents pour la recherche et la formation, faible niveau d'éducation des populations, absence de vision stratégique pour développer le continent, faiblesse d'intégration et d'échanges entre les secteurs économiques. La famine dans ce vaste continent qui est sous-peuplé. L'indisponibilité d'une bonne partie de sa population active pour le travail du fait des maladies comme le sida, le paludisme et la non-utilisation de sa population en âge de travailler. Les guerres tribales, les génocides interethniques (Rwanda, République Démocratique du Congo).

Opportunités

Le panafricanisme, la tradition de la solidarité africaine, l'identité commune de la culture nègre, le potentiel de développement économique, la coopération Sud-Sud, le NEPAD.

Menaces

Exclusion de l'Afrique de la nouvelle gouvernance mondiale, occupation étrangère des terres cultivables africaines. APE, défaite des intellectuels dans la guerre cognitive.

Il ressort de ces éléments dont une bonne partie est tirée du

diagnostic déjà fait par Maître Abdoulaye Wade dans *Un Destin pour l'Afrique* une base d'élaboration d'un plan stratégique d'actions de redressement de la situation. Les axes d'orientation majeure d'une stratégie ont été proposés par Wade dans son livre pour relever deux défis, celui de l'unité politique et celui du développement.

Durant toute la période coloniale, la France par exemple a exercé son autorité sur ce qu'elle appelle ses territoires d'Outre-mer. Cela avait créé en Afrique de l'Ouest un embryon d'Etat fédéral sur le socle d'une unique administration dirigée par un seul gouverneur français pour tous les pays actuels d'Afrique francophone de l'Ouest avec pour capitale Saint-Louis. Si l'Afrique a été divisée en 53 Etats par les colons pour, comme on le sait, appliquer le principe du diviser pour régner, la nécessité de gérer l'ensemble des pays d'Afrique par blocs linguistiques appartenant à chaque pays colonisateur a rendu inopérantes, par la suite, les frontières héritées de la colonisation. C'est ainsi que contraint après la Deuxième Guerre mondiale d'accorder l'indépendance aux pays africains, le colonisateur français a réappliqué la vieille recette du diviser pour régner en refusant d'accorder l'indépendance aux pays de l'Afrique de l'Ouest dans le cadre d'un Etat fédéral.

Pourquoi le colon a pu administrer par un seul gouverneur tous les pays actuels d'Afrique francophone de l'Ouest et qu'aujourd'hui nos dirigeants ne puissent pas le faire en acceptant de céder leur souveraineté internationale à une seule autorité fédérale ouest africaine ?

L'Afrique de l'Ouest avait ainsi un embryon d'Etat fédéral

ouest africain indépendant. Les résistants panafricains des pays francophones avaient lutté pour conserver cet embryon d'Etat fédéral, mais les colons s'y sont opposés.

Voilà un handicap créé qu'on peine à lever du fait de l'idée de la souveraineté décrétée non pas par les Africains mais par le colon pour perpétuer la balkanisation du continent. Cela conforte le manque actuel d'unité politique. Alors que si l'Afrique était unie sur le plan politique, on pourrait imaginer toute l'économie qui pourrait être tirée de l'existence d'une seule représentation diplomatique pour tout le continent.

Comme l'a fait remarquer Maître Wade, on pourrait tirer d'une suppression dans les dépenses publiques de chacun des 53 Etats des fonds qu'ils allouent au titre de budget pour les ambassades qui les représentent chacun dans tous les pays de la planète, une économie qui aurait pu financer des infrastructures par exemple. On pourrait avec ces infrastructures décloisonner les frontières interafricaines et assurer une mobilité des biens et des personnes à l'intérieur de l'Afrique.

a) De la lutte des Spartacus noirs à la feuille de route de l'UA pour l'unité politique.

Ce sont les Afro-américains qui ont été le fer de lance du combat pour l'unité du peuple noir et le retour en Afrique des descendants d'esclaves des Amériques. C'est de ce combat qu'est né le panafricanisme. Cette idée du panafricanisme nous est, en effet, venue des Africains descendants d'esclaves qui menaient sous plusieurs formes un combat pour la di-

gnité de la race noire. Dans le cadre de cette résistance multiforme, ils prônaient le retour en Afrique et la création d'un Etat fédéral à l'image des Etats-Unis d'Amérique.

De Marcus Garvey ce Jamaïcain qui prônait le retour en Afrique, à nos jours, la quête de l'unité politique a été un combat permanent des Africains. C'est faute de trouver une stratégie appropriée et praticable, comme le disait si bien Maître Wade, pour sa réalisation que les Africains sont demeurés dans la division jusqu'à nos jours. Pourtant les initiatives pour y parvenir n'ont pas manqué. Même si l'unité politique n'est pas encore réalisée, certaines initiatives méritent d'être soulignées. Nous citerons celles faites à partir des années 80, qui montrent comment le processus s'est accéléré depuis cette période où les oppositions africaines avaient pris une direction démocratique légale en Afrique avec la valeur d'exemple du père du Sopi qui a introduit au Sénégal une nouvelle conscience citoyenne :

« Le Plan d'action de Lagos (PAL) et l'Acte final de Lagos, adoptés en 1980, qui définissent les programmes et les stratégies visant à promouvoir un développement autoentretenu et la coopération entre les pays africains.

-La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, adoptée en 1981 à Nairobi, qui a conduit à la création de la Commission des droits de l'homme et des peuples, dont le siège est à Banjul (Gambie), ainsi que la Déclaration et le Plan d'action de Grand Baie, deux instruments adoptés par l'OUA pour

promouvoir les droits de l'homme et des peuples sur le continent.

- Le Programme prioritaire de redressement économique en Afrique (PPREA), adopté en 1985, qui est un programme d'urgence visant à faire face à la crise des années 80 dans le domaine du développement, à la suite de la longue période de sécheresse et de famine qui a sévi sur le continent et de l'effet paralysant de la dette extérieure africaine.

-La Déclaration de l'OUA sur la situation politique et socio-économique en Afrique et les changements fondamentaux qui se produisent dans le monde, adoptée en 1990, qui souligne la détermination de l'Afrique à prendre l'initiative, à façonner son propre destin et à relever les défis de la paix, de la démocratie et de la sécurité.

-La Charte africaine de la participation populaire, adoptée en 1990, qui témoigne de la détermination renouvelée de l'OUA à tout mettre en œuvre pour placer le citoyen africain au centre des processus de développement et de prise des décisions.

-Le Traité instituant la Communauté économique africaine (AEC), adopté en 1991 et plus communément connu comme le Traité d'Abuja, qui vise à mettre en place l'AEC en six étapes devant aboutir à un Marché commun africain dont les pi-

liers sont les communautés économiques régionales (CER). Le Traité est en vigueur depuis 1994.

-Le Mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, adopté en 1993, est l'expression concrète de la détermination des dirigeants africains à trouver des solutions au fléau des conflits et à promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent.

-Le Programme d'action du Caire, adopté en 1995, qui est un programme visant à relancer le développement politique, économique et social de l'Afrique.

-La Position africaine commune sur la crise de la dette extérieure de l'Afrique, adoptée en 1997, qui est une stratégie visant à faire face à la crise de la dette extérieure du continent.

-La Décision d'Alger sur les changements anti-constitutionnels de gouvernement, adoptée en 1999, et la Déclaration de Lomé sur le cadre pour une réaction face aux changements anticonstitutionnels de gouvernement, adoptée en 2000.

-La Déclaration solennelle sur la Conférence sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique (CSSDCA), qui établit les principes fondamentaux pour promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance sur le continent.

-Les réponses face aux autres défis: l'Afrique a pris un certain nombre d'initiatives collectives, sous l'égide de l'OUA, dans le domaine de la protection de l'environnement, de la lutte contre le terrorisme international, de la lutte contre la pandémie de VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose, de la gestion des questions humanitaires telles que l'afflux des réfugiés et des personnes déplacées, les mines terrestres, les armes légères et de petit calibre, etc.

-L'Acte constitutif de l'Union africaine, adopté en 2000 lors du Sommet de Lomé (Togo).

-Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), adopté lors du Sommet de Lusaka (Zambie), en tant que programme de l'UA ».

C'est donc timidement et au bout de telles initiatives prises par des leaders africanistes et au sein d'institutions comme l'OUA que l'UA a vu le jour sans pour autant qu'on en arrive à l'unité politique ressentie comme nécessité et exprimée dans tous les combats historiques des pères fondateurs du panafricanismes.

Ce qui est manifeste dans ces initiatives, c'est que les préoccupations pour relever le défi de l'intégration économique régionale des pays maintenus à l'intérieur des frontières héritées de la colonisation ont été mieux prises en compte que celles de l'unité politique du continent. Et ce n'est que tout

récemment, au sommet de l'U.A tenu à Accra, qu'une tentative d'exploration de la question de la mise en place effective d'un gouvernement continental a été prise.

b) Le défi du développement

Depuis 1960, l'année la plus marquante dans l'histoire de l'accession à l'indépendance de presque l'ensemble des territoires colonisés par l'Europe, tous les pays africains se sont retrouvés dans une situation de crise économique et sociale. Ce qui est le plus frappant dans cet état de fait, c'est le surendettement des Etats africains et l'accroissement de leur incapacité à faire face à la demande sociale.

Tout a été essayé par les chefs d'Etat. Et le système d'une soumission au diktat des institutions financières internationales dominées par les grandes puissances n'a absolument rien donné au plan de l'amélioration de la position des Etats africains dans le système d'échanges économiques. Ce qui contraste avec la position des pays asiatiques qui ont décollé et creusé la distance.

Le défi du développement pour l'Afrique s'est posé avec une acuité telle que des leaders comme Tabo Mbeki, Obasanjo, Abdoulaye Wade, Bouteflika ont tenté d'engager le combat pour une initiative africaine autonome qui fait reposer le destin de l'Afrique entre les mains des Africains. C'est l'ère de la revendication résolue du partenariat à la place de l'assistanat. C'est ainsi que l'initiative de ces quatre chefs d'Etat a permis la production d'un plan de développement africain appelé NEPAD. Par ce plan les Africains ont tenté de re-

prendre l'initiative historique en concevant par eux-mêmes le développement du continent en vue d'être en position de négociateur d'égal à égal avec le groupe des pays les plus riches du monde qu'on appelle le G8.

Chapitre IX

De la nécessité de protéger le leadership panafricain contemporain de Wade

Aujourd'hui les domaines dans lesquels Maître Abdoulaye Wade est sauvagement attaqué sont comme nous l'avons dit tout au long de ce livre : la Bonne gouvernance, la Démocratie, les Libertés individuelles et collectives et la Lutte contre la corruption. C'est autour de ces domaines érigés en angle d'attaque stratégique que la presse politico affairiste, des éléments de la société civile extravertie et l'opposition revancharde dite *Benno siggil Sénégal* ont opéré une jonction disparate. Ils ont trouvé dans une espèce d'assises de l'opposition autoproclamées assises nationales un cadre d'actions stratégiques de réhabilitation du PS néocolonial.

La preuve que tout ce beau monde qui s'est retrouvé dans ces assises de l'opposition est tombé dans un opportunisme qui ne dit pas son nom est que ces domaines ciblés par les adversaires de Wade constituent le premier chantier que ce dernier a attaqué pour transformer l'ordre de régression po-

litique, économique et démocratique instauré par le régime du PS néocolonial.

Dès après son accession au pouvoir en Mars 2000 Maître Wade a initié une large concertation dans ces domaines. Il a pu obtenir des principaux partis politiques, des associations des Droits de l'homme, des ONG un consensus sur l'adoption d'une nouvelle Constitution qui donne satisfaction à l'attente des Sénégalais et des partenaires du Sénégal dans ces domaines. La nouvelle Constitution réglant toutes ces questions a été comme on le sait plébiscitée au référendum du 07 Janvier 2001. C'est ainsi qu'une alternative politique au régime socialiste a été trouvée, dans une première séquence, à travers des lois sur la Bonne gouvernance politique, économique et sur celles renforçant les libertés individuelles et collectives, notamment le Droit de marche, le Droit à l'information, la suppression de la peine de mort.

Maître Wade a renforcé, par des actes forts, toutes les dispositions garantissant la Démocratie, la Bonne gouvernance, les Droits de l'homme et de l'information en doublant le fonds de soutien à la presse (de 150 millions à 300 millions de frs CFA), en allégeant les procédures de création d'organes de presse et d'information, etc.

Il serait malvenu que des gens comme Moustapha Niass, Tanor Dieng, qui ont pendant 40 ans géré un Parti-Etat contre lequel ces conquêtes essentielles des droits démocratiques et de bonne gouvernance ont été obtenues, viennent s'ériger en donneurs de leçons dans ces domaines et attaquer le principal artisan de ces réalisations citoyennes. Les Séné-

galais qui ne sont pas amnésiques savent que Maître Wade a brigué les suffrages en présentant des programmes dans lesquels il prenait chaque fois la précaution de bien indiquer qu'il instaurerait la Démocratie, la Bonne gouvernance et des lois respectueuses des droits de l'homme en même temps qu'il gèrerait un portefeuille de projets structurants et industrialisants à côté des programmes sectoriels de gouvernement. Les Sénégalais qui l'ont élu le 19 Mars 2000 savaient que dans la liste de son portefeuille de projets, il y avait les bassins de rétention, un nouvel aéroport, la production d'une culture vivrière diversifiée pour assurer l'autosuffisance alimentaire et échapper à la tyrannie de la monoculture arachidière, plusieurs infrastructures, etc. La liste est longue.

La justification d'une telle nouveauté dans la proposition d'un programme de gouvernement est à chercher dans les thèses de l'économiste et de l'humaniste Wade. Il a théorisé *l'effet de percussio*n pour régler la question scientifique du défi du « développement autonome harmonisé à croissance accélérée » en Afrique. Il a réglé avec cette formule le problème de la création d'une « masse économique » pour résoudre l'équation de l'inexistence d'échange entre les secteurs économiques si caractéristique en Afrique des régimes qui fonctionnent selon les modèles d'adaptation aux fondements néocoloniaux. Il a aussi théorisé le *facteur non spécifié* dont l'objet est de démontrer l'importance de la prise en compte du capital humain dans la combinaison des facteurs de croissance. C'est ainsi qu'il a eu le mérite d'inverser au Sénégal le sens qui était donné aux dépenses sur la santé et sur l'éducation sous les régimes néocoloniaux en les requalifiant en dépenses d'investissement. Un tel programme de Wade s'ins-

crivait dans le projet historique de transformation de l'ordre de régression économique et démocratique de l'UPS/PS qui a été, pendant près de cinquante ans de règne, modelé et piloté par les colons et les institutions financières internationales qu'ils contrôlent. Son projet de transformation était annoncé comme impossible à gagner au Sénégal dans des formes pacifiques et démocratiques face à l'esprit revanchard des vaincus de l'alternance et leur capacité de nuisance.

Ce doute a été entretenu au tout début du premier mandat de Maître Wade par les éléments du PS qui réclamaient un bilan comparatif à celui que l'ancien Premier ministre Loum avait présenté. Dès 2004 l'extraordinaire bilan économique de l'alternance a modifié la donne. Et c'est ce qui explique le changement d'angle d'attaque qui a été inauguré à partir du premier brûlot d'Abdou Latif Coulibaly. Avec ce nouveau choix d'angle d'attaque, les défis du développement ont été systématiquement mis au second plan. C'est sur des thèmes crypto personnels et sur ceux de veille citoyenne que l'espoir d'affaiblir le régime réside désormais. Cette nouvelle orientation est exploitée par la presse politico affairiste et la société civile extravertie durant le deuxième mandat de Maître Wade. Elle est la porte d'entrée de l'ingérence extérieure en Afrique pour défaire des dirigeants panafricanistes. Ce qui signifie que ces deux entités ne sont venues appuyer les partis politiques de l'opposition qu'après avoir constaté l'inefficacité des critiques du bilan économique positif de Wade. Elles espèrent abattre son régime en exploitant des armes de guerre cognitive dans un contexte difficile marqué par un choc pétrolier et une crise alimentaire mondiale qui favorisent la manipulation des perceptions.

En attaquant Wade dans ces domaines, ses ennemis nous

amènent à ouvrir le front de la défense de son leadership panafricain contemporain sur ce même terrain qu'ils ont choisi. La gouvernance politique, économique et sociale des États africains pose le problème de la reformulation des défis et des enjeux spécifiques que le continent doit relever pour assurer la maîtrise de son destin. Elle ne peut pas être arbitrée par des gens qui fonctionnent avec un paradigme intellectuel occidental.

L'Europe et l'Afrique ne sont pas sorties du même moule « civilisationnel ». Elles n'ont pas les mêmes fondements culturels. Elles ne font pas face aujourd'hui aux mêmes défis et enjeux économiques et politiques. Elles ne peuvent pas, par conséquent, être confrontées aux mêmes besoins en matière de gouvernance et de démocratie. Il y a certes un consensus universel sur des invariants en matière de Démocratie, de Droits humains et de Bonne gouvernance. Par exemple, le suffrage universel. Mais l'identification, la reconnaissance et la protection du leadership ne peuvent pas dans ces conditions se faire de la même manière. C'est pourquoi en Afrique, il nous faut comme le disait si bien le professeur Abdallah Cissé « un leadership de résonnance » par rapport à notre ontologie négro-africaine et non « un leadership de dissonance » qui peut donner un sens non africain à des actes dictés par nos us et coutumes comme cela a été le cas avec le cadeau donné à A. Ségura, par le président Wade à la fin de sa mission de représentant résident du FMI. On se souvient que ce geste du président de la République du Sénégal a été qualifié d'acte de corruption par ses adversaires parce que M. Ségura n'a pas pu décoder le sens qu'un Africain donne à un cadeau comme le disait quelqu'un. De plus l'Eu-

rope se situe à une étape postindustrielle de son évolution économique ; évolution marquée profondément par une culture qui construit un rapport à l'homme et à la nature de type agressif dérivée d' « une sublimation répressive » qui est, en dernier ressort déterminée par un moule primitif patriarcal. A contrario, l'Afrique est non seulement dans une phase préindustrielle de son développement mais elle reste encore marquée par une ontologie négro-africaine sortie du moule primitif matriarcal qui construit un rapport à la nature fusionnel et non agressif. Voilà pourquoi l'une des principales faiblesses des élites africaines qui raisonnent à partir d'un paradigme occidental réside dans leur difficulté à saisir l'importance stratégique du leadership panafricain et le contenu qu'il faut lui donner dans le contexte de la gouvernance mondiale qui se construit sur le mode d'un rendez-vous « du donner et du recevoir ».

Le fait que la civilisation européenne et celle de l'Afrique soient issues de moules primitifs différents fait qu'elles ont des trajectoires différentes et ne peuvent pas donner le même contenu à la gouvernance, à la démocratie et aux droits de l'homme. Dans ces matières-là il y a la nécessité d'ouvrir un champ pour une « co-actualisation des cultures » à côté d'un autre destiné à promouvoir un appui solidaire à l'Afrique dans son besoin légitime de puiser ses forces dans ses ressources morales et spirituelles. Par exemple le concept d'homophobie qui est lancé en Occident pour appuyer un nouveau droit d'orientation sexuelle est le produit de l'évolution d'une civilisation patriarcale à l'étape postindustrielle de son développement. Il ne peut pas être le combat de l'Afrique dès lors qu'il s'agit d'un droit né dans le contexte

historique d'une *désublimation répressive* qui tue non seulement l'homme total et l'homme historique mais fait de la mystique du travail, que promeuvent les mourides chez nous, une relique de l'histoire.

L'Afrique ne connaît pas la *sublimation répressive* et ne saurait aujourd'hui vivre les phénomènes découlant d'un *désublimation répressive* spécifique à l'Europe à l'étape postindustrielle de son développement. Seule une frange de son élite subjuguée par les images et le mode de vie européen, après un formatage réussi à l'école aux valeurs occidentales reproduisant le type de cellule familiale triangulaire qui a fécondé le complexe d'Œdipe, peut vivre les fantasmes découlant d'une *désublimation répressive*. Il y a un Œdipe africain qui n'est pas encore celui de l'Europe.

Donc, ce contexte postindustriel fait que l'Europe n'a plus besoin de la mystique du travail et de l'homme historique pour créer l'abondance. Ce qui n'est pas le cas de l'Afrique qui est dans la pénurie et a donc besoin du mythe de l'homme historique et de la mystique du travail pour créer l'abondance. En fait d'abondance, la GOANA apparaît comme une réponse puisée dans la conscience historique africaine pour relever les défis posés à l'Afrique par le système économique mondial.

Le paradigme intellectuel occidental en période préindustrielle qui correspond à la période de la *sublimation répressive* est inconnu en Afrique. Le Professeur Obenga nous en donne une idée en montrant la différence entre le paradigme occidental et le paradigme kamit. Les deux paradigmes ren-

voient à la différence qui existe entre l'Europe et l'Afrique sur la manière dont l'une et l'autre ont géré leur rapport à la nature et à l'homme, à partir de bases ontologiques différenciées qui incriminent deux moules distincts au plan de la civilisation.

À travers une analyse des termes utilisés dans l'exercice du pouvoir en Occident depuis l'antiquité, le professeur Théophile Obenga nous donne ci-après un aperçu du paradigme occidental comparé à celui de l'Égypte négro-africaine¹³ :

► **L'ostracisme**

Il était pratiqué dans la Grèce antique. Il s'agit d'une procédure qu'une assemblée de citoyens utilisait pour bannir, expatrier pour 10 ans un homme politique dont on soupçonnait les ambitions politiques. « Aucun exil, aucun bannissement, aucune expulsion en Égypte pendant 35 siècles.(Au Sénégal l'IDEWA semble bien s'en inspirer) »

► **Le bagne**

« Etablissement ou lieu où l'on envoie un prisonnier pour subir la peine des travaux forcés. Supprimé en 1938 en France et remplacé par la réclusion à perpétuité. Aucun travail forcé, aucune réclusion à perpétuité en Égypte pendant 35 siècles. »

► **Les galères**

« Une peine pratiquée depuis l'antiquité gréco-romaine jusqu'au XVIIIème siècle qu'on infligeait à

¹³ Source : le site Africamaat

des criminels condamnés à ramer sur les galères du roi. Aucune galère en Egypte pendant 35 siècles. »

► **La prison**

« Etablissement pénitentiaire où sont détenus les personnes condamnées à une peine privative de liberté ou en instance de jugement. Aucun pénitencier, aucun établissement public de détention, etc. Même pour le viol de la tombe d'un pharaon. Pas de lettre de cachet ou de cul de basse fosse en Egypte pendant 35 siècles. »

► **La torture**

« Supplice physique que l'on fait subir à une femme ou à un homme pour en tirer des aveux. Aucune torture en Egypte pendant 35 siècles. »

► **Le carcan**

« Collier de fer qui servait à attacher le criminel au poteau d'exposition. "Carcan" est un terme du latin médiéval qui signifie "ce qui entrave la liberté, ce qui contraint, ce qui vous asservie". Aucun carcan, aucune exposition publique pour torturer en Egypte pendant 35 siècles »

► **Le joug**

« Chez les Romains, il s'agit d'un rite militaire qui consistait à faire passer les chefs et soldats de l'armée vaincue sous un javelot, une lance (qui signifie donc "joug") en signe d'humiliation. Aucun joug en Egypte pendant 35 siècles »

► **Le gibet**

La pendaison, la potence pour les condamnés à la pendaison. « Le gibet de Montfaucon est resté tristement célèbre parce qu'on y brûlait les hérétiques ou le gibet du Christ. Aucun gibet en Egypte pendant 35 siècles »

► **La guillotine**

« Instrument de supplice qui tranche la tête du condamné par la chute d'un couperet glissant entre deux montants. Dispositif que l'on a utilisé sur le Roi de France, de droit divin. A Paris, la place de la guillotine, la place du sang est devenue la place de la Concorde, ce qui est significatif ».

Quelqu'un pourrait nous demander d'expliquer pourquoi il y'a aujourd'hui des génocides en Afrique, et beaucoup d'actes qui ne reflètent pas l'humanisme négre tel qu'il est déterminé par son ontologie. À ceux-là nous dirons de lire le livre de Cheikh Anta Diop *L'unité culturelle de l'Afrique noire*. Ils se convaincront que cette Afrique-là qui est coupable d'actes en porte-à-faux avec les valeurs de cette autre Afrique qui a été en cohérence avec son ontologie est une Afrique dominée et désarticulée. C'est une Afrique qui a été privée du système de transmission de son patrimoine éducatif et culturel et qu'on a installée dans la logique d'une civilisation fondée sur la barbarie.

La question du paradigme intellectuel est centrale pour les Africains dans la lutte pour la maîtrise par eux-mêmes de leur destin. Déjà dans *Un Destin pour l'Afrique* Maître Wade

posait cette problématique de paradigme à travers le concept de *phénomène résultat*. Par ce concept Maître Wade a cherché à résoudre le problème «du cadre intellectuel et de la méthodologie» de l'analyse des problèmes auxquels les Africains sont confrontés. Etant donné que le «paradigme est façonné par notre éducation, par notre formation, nos préjugés, par nos valeurs, par nos intentions par nos désirs et notre conscience», Maître Wade a cherché à nous faire prendre une distance critique par rapport à notre façon de raisonner telle que nous l'avons reçu d'une domestication sous la domination occidentale.

Il faut prendre la précaution de savoir à partir de quels ensembles de règles d'idées, de valeurs culturelles et de méthodologies on analyse les faits. Sinon nous serons, nous les Africains, manipulés dans nos désirs et besoins pour servir les intérêts de ceux qui ont gagné sur nous la guerre cognitive.

Dans le contexte d'une guerre cognitive meurtrière que nous vivons, l'illusion de liberté et d'objectivité dans l'analyse est le plus grand ennemi des intellectuels africains aujourd'hui. Le professeur Abdallah Cissé disait, lors d'une de nos conférences à Thiès, que la «déconstruction du leadership africain est le plus grand projet des temps modernes».



Au demeurant, seule l'Afrique unie, libre et épanouie pourra apporter au monde sa contribution à la construction de la grande société pan-humaine de demain, notamment en lui insufflant sa conception de liberté-solidarité.

Maître Abdoulaye Wade

Un destin pour l'Afrique, page 246

Conclusion

Nous avons, dans ce livre, essayé d'assumer un devoir et d'exercer un droit. Un droit et un devoir que se doit d'honorer tout patriote qui a lutté toute sa vie pour l'avènement d'un changement de l'ordre néocolonial en Afrique. En effet, lorsque le patriote sénégalais que nous voulons mériter d'être voit que les acquis d'une telle lutte sont menacés de destruction, il se doit de protéger le leadership intellectuel de l'homme autour de qui il a participé au combat pour le changement du régime responsable du retard de son pays dans tous les domaines. C'est ce devoir de patriote que nous avons tenté d'accomplir. Et c'est pourquoi nous avons pris notre plume pour montrer par quel détour des individus comme Abdou Latif Coulibaly œuvrent pour le retour au pouvoir des représentants de l'ancien régime qui ont permis que des pays asiatiques alignés avec le nôtre en 1960 sur les starting-blocks l'ont laissé loin derrière eux. Nous avons essayé d'exercer notre droit de défendre les acquis de l'alternance face aux attaques combinées de mercenaires de la plume, d'ONG extraverties et de partis politiques revanchards. Nous

l'avons fait pour sauvegarder les espérances nées de l'alternance du 19 Mars 2000 créées par la force de proposition d'un homme historique, doublé du statut d'homme total qui a réussi à mettre notre pays sur les rampes de l'émergence et à l'avant-garde de la réalisation des Etats-Unis d'Afrique. En accomplissant notre devoir et en exerçant notre droit, nous n'avons pas cherché à demander l'avis ou l'autorisation de qui que ce soit. Avons-nous réussi dans ce livre à donner l'éclairage que nous voulions faire sur ce qui se trame contre l'alternance et qui passe par une guerre cognitive visant la déconstruction du leadership panafricain contemporain de Maître Wade pour aider au retour au pouvoir de la famille politique du PS néocolonial ? Il appartient au lecteur de donner la réponse à cette question.

Bibliographie

- **Conte et mécomptes de l'ANOCI.** Abdou Latif Coulibaly. Les Editions Sentinelles. Août 2009.
- **La charte du Kurukan Fugan.** CELHTO. Les Editions l'Harmattan. Juillet 2008.
- **Une vie pour l'Afrique.** Maître Abdoulaye Wade. Editions Michel Lafon. 2008
- **Civilisation ou barbarie.** Cheikh Anta Diop. Editions Présence africaine. Janvier 2008
- **Loterie Nationale Sénégalaise : Chronique d'un pillage organisé.** Abdou Latif Coulibaly. Editions Sentinelles. 2007
- **Diagnostic de l'économie sénégalaise 2000-2005.** Marie BA. Editions MAGUILEN. 2008
- **Meurtre sur commande.** Abdou Latif Coulibaly. Editions l'Harmattan. 2005.
- **Abdoulaye Wade : Sa pensée économique. Des indépendances au Nepad.** Mamadou Alpha Barry. Editions Hachette. 2005
- **Un destin pour l'Afrique.** Maître Abdoulaye Wade. Editions Michel Lafon. Août 2005
- **Un procès d'intention à l'épreuve de la vérité.** Collège de citoyens sous la coordination du Prof. Iba Der Thiam. Editions l'Hémicycle. 2004
- **Wade un opposant au pouvoir.** Abdou Latif Coulibaly. Editions Sentinelles. 2003
- **L'histoire générale de l'Afrique Tome I, II, III, IV.** Unesco. Editions Présence africaine. 1987
- **L'Unité culturelle de l'Afrique.** Cheikh Anta Diop. Editions Présence africaine. Janvier 1982

- **NATIONS NEGRES ET CULTURES.** Cheikh Anta Diop. Editions Présence africaine. 1979
- **Surplus et Développement.** Habib El Malki. Editions de Minuit. 1976
- **Eros et civilisation.** Herbert Marcuse. Editions de Minuit. 1963

Annexes



Contes et mécomptes de l'ANOCI : Et si Latif contait ses mécomptes. (Réponse technique à Abdou Latif Coulibaly de Mamadou Sall, consultant. Source alpha-2.info)

Quand j'ai entendu l'annonce de la parution de « Contes et mécomptes de l'Anoci », ma première réaction fut de dire : enfin on va savoir. Mais au fur et à mesure des déclarations de Latif, notamment la réfection du Méridien à 26 milliards, la déception remplaça petit à petit l'euphorie car je trouvais de plus en plus légers les arguments de Latif. Cependant j'étais en face d'un dilemme : comment montrer mon désaccord d'avec Latif sans défendre Karim. Etant par principe contre toute dévolution monarchique du pouvoir, il m'apparut difficile d'écrire contre Latif.

Je me mis alors à lire le livre. Finalement c'est Latif qui va me pousser à réagir quand il écrit : « Sauf qu'on n'a jamais vu dans l'histoire un peuple mener spontanément un combat essentiel. Il a toujours eu besoin d'une élite qui le conduit, l'encadre sur ce chemin et l'amène éventuellement vers des victoires décisives » (page 17). Pour paraphraser Latif « nous prenons la parole pour participer à un débat nécessaire et utile pour l'avenir de ce pays. Sans aucune prétention. Et sans rancœur » (page 20).

1) Quand Latif se la raconte

J'ai d'abord écouté Latif dans le face à face censuré avec Pape Alé de 2STV où il affirme qu'il avait demandé à un de ses amis de vérifier aux USA s'il y'avait un appareil photo qui coûte 9 millions de FCFA. Verdict de son ami : l'appareil le plus cher aux USA, où se trouve d'après Latif le must des

produits, coûte 4 millions de FCFA. Comme je n'ai pas d'ami aux USA qui connaît les prix de tous les appareils photo, j'ai fait plus simple : je suis allé sur le net. Verdict : j'ai trouvé des appareils photo qui coûtaient beaucoup plus chers (exemple : le Hasselblad H3DII-50 coûte 31 900 euros soit 21 millions de FCFA).

Il ne s'agit pas ici pour moi de justifier l'achat d'un appareil photo à 9 millions, ceux qui l'ont acheté se justifieront, mais il faut dire que certaines affirmations de Latif sont infondées. Le dire devient un devoir citoyen.

De la même manière Latif parle de 450 millions de FCFA dépensés en communication dans le golfe. Pour comparer il dit à Pape Alé Niang, qu'avec 100 millions l'ANOCI aurait pu louer un satellite. Cette déclaration est surprenante pour un spécialiste de la communication comme Latif. En effet qui suivrait des émissions diffusées par satellite sur un canal de l'ANOCI ? Pour communiquer on a besoin de support visible et comment mieux se faire voir dans le golfe si ce n'est par Al Jazeera ? Latif le confirme dans son livre en parlant de reportages sur Al Jazeera, mais si on connaît le coût de la minute sur les chaînes internationales, 450 millions en 4 ans ce n'est pas cher payé. Et je ne crois pas que Latif ignore cela.

On pourrait parler des autres dépenses de l'ANOCI mais je pense que les responsables de l'Agence le feront car c'est eux qui peuvent expliquer l'opportunité des dépenses de fonctionnement.

Je dois aussi parler de cette conversation entre Abdoulaye

Diop et Karim Wade de la page 135, une conversation au téléphone. Comme Latif dit que sa source n'est pas Abdoulaye Diop, je me suis demandé comment la tierce personne qui a sourcé Latif a pu entendre Karim. Peut être que Diop avait mis son téléphone en mode haut parleur ?

2) Quand Latif contredit Latif

S'il y a un passage du livre qui a intéressé les sénégalais, c'est bien la réfection du Méridien Président. Il faut d'abord rendre justice aux responsables de l'ANOCI sur ce point : ils ne voulaient pas tenir leur sommet au Méridien Président symbole du régime socialiste. D'ailleurs ils avaient déjà lancé une manifestation d'intérêt pour la construction d'un centre de conférence (voir l'appel d'offres dans Jeune Afrique n° 2374 du 9 au 15 Juillet 2006). C'est le bailleur l'Arabie Saoudite qui le leur a imposé et qui a choisi son entreprise pour la réfection et à l'époque on se souvient des railleries de la presse et de l'opposition pour ce qui sonnait comme un constat d'échec et d'humiliation : tenir le sommet dans l'hôtel construit par les socialistes.

Mais sur cette réfection Latif se contredit. Il dit dans sa conférence de presse qu'on ne peut pas le convaincre que l'hôtel a été réfectionné à 26 milliards. Cependant dans son livre il dit la même chose et le contraire. Page 138 : « 26 milliards pour rénover un hôtel, il y avait de quoi bâtir un réceptif cinq étoiles... ». Page 150 « Il a été prélevé de ce montant 14, 210 milliards de FCFA pour rénover le Méridien Président... ».

104

Alors la question est simple : 26 ou 14,210 milliards ? Latif y répond page 150 « Le reliquat de cette somme 11,790 milliards de FCFA a été utilisé pour des travaux d'embellissement, de décoration et d'aménagement paysager concernant les ouvrages construits dans la ville... ».

C'est Latif aussi qui parle de 26 milliards tirés du budget du ministère de l'Urbanisme alors qu'il dit plus haut que ces 26 milliards correspondent au don de 26 milliards de l'Arabie Saoudite.

On retrouve aussi les contradictions de Latif quand il parle des artistes sénégalais écartés de la décoration du Méridien Président et pourtant c'est le même Latif qui nous apprend que les artistes sénégalais comme Solly Cissé ont gagné des marchés de décoration.

D'ailleurs Latif trouve qu'on a payé trop cher ces artistes. Il donne l'exemple de la décoration du giratoire de la mosquée de la divinité pour 53 millions. Il se demande ce qui a pu coûter une telle somme dans ce qu'il appelle « un amas de pierre » ? Il est clair qu'il sera difficile de convaincre mes oncles du Fouta que cet amas ait pu coûter 53 millions mais un intellectuel comme Latif, homme de ce monde, sait ce qu'est une œuvre d'art. Il sait aussi que le prix de l'œuvre d'art n'est pas seulement le coût du béton.

Mais notre grand Latif n'est pas à une contradiction près, ni à une approximation près. Les dépenses de l'ANOCI sont estimées à 308 milliards à la page 156, ensuite 307 milliards à la page 212 et 205 milliards à la page 217.

Il est vrai qu'il inclut quand il veut le prix des terres mais depuis quand un promoteur hôtelier achète-t-il ses terres au Sé-

négal pour construire un nouvel hôtel ? Et si on devait évaluer les terres allons nous les évaluer au prix du marché pour construire des maisons ou au prix du décret (4000 francs le m²) ?

C'est vrai aussi pour le cas du tronçon de l'autoroute à péage Malick Sy - Patte d'Oie construit par Bara Tall qui coûte 23 milliards à la page 183 puis 25 milliards à la page 196. On peut aussi parler des hôtels construits grâce à l'ANOCI que Latif estime à trois à la page 133 :

Radisson, Terrou bi et Sea Plaza alors qu'à la page 24 il avait parlé de deux hôtels : Terrou bi et Sea Plaza. Peut être qu'il ne se rend pas compte que Sea Plaza et Radisson c'est le même hôtel.

C'est le cas aussi quand Latif parle de 3 chantiers sur 9. En réalité sur les neuf chantiers il n'y a que deux qui ne sont pas en voie de réalisation : c'est le prolongement des deux voies de Liberté 6 vers Yoff et les routes du centre ville. La route de Ouakam a été attribuée au groupement CSE/SINCO tandis que les routes de l'aéroport, du virage, de la corniche des Almadies et hôtel océan sont attribuées à Eiffage et la bretelle Lamine Gueye Place du tirailleur a été commencée par Eiffage, les travaux ont été arrêtés à cause de la dette intérieure.

Et l'ANOCI annonce même un projet routier qui n'était pas retenu et qui a trouvé un financement du fonds d'Abu Dhabi : c'est la Route nationale 1 de la place du millénaire en passant par Cynros, la route de Rufisque, contournement de Rufisque et doublement de la voie Diamniadio Diass pour 105 milliards. Cela réglerait beaucoup de problèmes aux sénégalais s'ils le réalisent.

Latif est aussi dans ses contradictions quand il justifie les dépenses de 60 millions de Pathé Ndiaye à l'époque directeur du Port. Il dit que la villa rénovée à 60 millions a été valorisée à 200 millions comme si le Port était une société immobilière. Dans le même temps il dénonce le budget de fonctionnement de l'ANOCI. Si on suit son raisonnement, ne peut-on pas rétorquer que les 18 milliards de budget de fonctionnement de l'ANOCI sont « valorisés » par les 432 milliards mobilisés (ou 172 milliards selon Latif) ?

3) Aliou Sow vs Bara Tall

Latif parle aussi des surfacturations probables sur les travaux routiers. Comme CDE appartient à des Libanais, Eiffage à des Français je me suis intéressé au marché qui concernait un Sénégalais bon teint comme Bara Tall : le marché de la VDN gagné par Alioune Sow de CSE. C'est Latif qui parle d'Alioune Sow à la page 81 en le décrivant comme étant rigoureux et droit.

Alioune Sow et Bara Tall ont eu des trajectoires parallèles à partir de la fin des années 90.

Vers la fin des années 90 c'est CSE d'Alioune Sow qui gagne les marchés et JLS de Bara Tall (encore simple dirigeant) qui va vers la faillite. Puis Bara Tall aide les socialistes à battre Idrissa Seck à Thiès et c'est JLS qui revit. L'alternance survient, Bara Tall devient ami à Idrissa Seck et Karim Wade, il peut racheter JLS, gagner les marchés publics et commencer son ascension. Dans le même temps, on a raconté (qui était le mouchard ?) à Wade qu'Alioune Sow était le bailleur du

PS (page 81) et CSE ne gagne plus de marchés publics. Alioune Sow se replie dans la sous-région où il fait aujourd'hui 60 % de son chiffre d'affaires. Quand les problèmes Wade, Idy et Bara Tall surviennent c'est le retour en grâce de Alioune Sow et CSE recommence à gagner les marchés et le début de la fin pour Bara Tall qui tente alors d'aller vers la sous-région mais apparemment ce n'est pas une réussite. Dans la sous région il n'est pas compétitif comme CSE car il avoue faire maintenant 0 franc de chiffre d'affaires.

Cette comparaison est importante car Latif compare le marché de la VDN avec les chantiers de Thiès. Cependant Latif fait de mauvais calculs pour trouver le coût du km de route sur la VDN : il agrège tout, la route, les ponts, l'aménagement paysager, les passerelles, les trottoirs, l'assainissement dans ses calculs. Or sur la VDN d'après Latif (page 100 et 101) la voirie a coûté 8,126 milliards et les ouvrages d'art (échangeurs) 11,8 milliards. Si on veut comparer avec les chantiers de Thiès on ne tient compte que de la voirie car à Thiès je n'ai pas vu d'échangeur. Comme la VDN fait 7 km et la route étant en 2 fois trois voies on se retrouve avec 14 km de route. Si on divise 8,126 milliards par 14 on obtient 580,430 millions le km de route. Si on tient compte du fait que cette route est en 3 voies dont un tiers plus large que la normale on multiplie par le coefficient $\frac{2}{3}$ pour avoir le coût du km s'il était comme à Thiès en 2 voies et surprise on se retrouve avec : 388, 888 millions le km de route soit presque le même prix que l'estimation des enquêteurs de l'IGE qui avait estimé qu'à Thiès le km de route devait coûter 383 millions. On est bien loin des 4,5 milliards le km de route qu'annonce Latif dans son livre.

En réalité si Latif voulait faire une comparaison sérieuse il devait comparer le chantier de la VDN avec le premier tronçon Malick Sy -Patte d'oie de l'autoroute à péage construit par Bara Talla en groupement avec les Chinois de Henan Chine. Les deux chantiers ont à peu près les mêmes caractéristiques : 7 kms, trois échangeurs et deux fois trois voies. L'autoroute a été attribuée à Bara Tall à 23 ou 25 milliards (d'après Latif) et la VDN a d'abord été attribuée à 19 milliards avant que des avenants ne portent l'enveloppe globale à 27 milliards y compris 2 milliards pour l'aménagement paysager. Si on enlève les deux milliards de l'aménagement paysager on tombe sur presque le même chiffre que les travaux de Bara Tall sur l'Autoroute. Si donc Alioune Sow a surfacturé sur la VDN que devons nous en déduire pour le « Très Grand Patriote Bara Tall » ?

4) OCI 1991 vs OCI 2008

Latif parle du sommet de l'OCI de 1991 comme d'un sommet ayant connu un succès éclatant à la page 59 : « Le sommet de 1991 fut un éclatant succès organisationnel et diplomatique. Il le fut à tout point de vue ». Pourtant c'est le même Latif qui parle à la page 61 de la colère du Président Abdou Diouf s'adressant à un journaliste du quotidien Le Monde : « Je considère pour ma part que les arabes n'ont que du mépris culturel pour nous autres africains ». Qu'est-ce qui a pu motiver une si terrible colère du posé Abdou Diouf pour faire une déclaration pareille ? Le succès diplomatique éclatant du sommet de 1991 ?

Et Latif parle de bilan du sommet de 1991. Il le sait : il n'y a

jamais eu de bilan et ce n'est pas une interview accordée à deux journalistes privés qui ne connaissent rien des chiffres du sommet ou le vote les yeux fermés d'une loi de règlement 7 ans plus tard dans un assemblée dominée par le PS qui va tenir de bilan. Pourquoi une interview avec Latif et Kassé et une loi de règlement votée les yeux fermés par des députés pourraient être considérés comme un bilan et un débat Karim – Tanor et un passage de l'ANOCI devant le parlement non ?

Pouvons-nous attendre 2015 alors pour voter une loi de règlement où se perdraient les chiffres de l'ANOCI ? Karim peut il appeler Pape Alé et Omar Gningue pour faire son bilan et ainsi se passer d'un audit externe indépendant comme le réclament les Sénégalais ? Les socialistes avaient-ils fait un audit interne et un audit externe en 1991 ? Pourquoi ceux qui ont voté les lois de règlement de 1991 à 1998 n'ont pas vu qu'il y avait des licences de pêche frauduleuses à l'époque ? Et pourtant ils ont donné un quitus à la gestion socialiste de la période.

SECTEUR ENERGIE/ LEG DU PS (extrait de la lettre réponse du Ministre de l'Energie Samuel Sarr à Tanor Dieng Secrétaire général du Parti socialiste.

Les quarante ans d'histoire du secteur de l'énergie du régime socialiste, entre 1960 et 2000 ont illustré quatre problèmes majeurs, à savoir :

1) Une accumulation des pertes financières entre 1986 et 1998, occasionnant un report à nouveau de moins -140 Milliards en 1999 inscrit dans les comptes de la Société depuis

1999, nécessitant obligatoirement une recapitalisation, pour se conformer aux normes des dispositions de l'OHADA, en vigueur.

2) Une stratégie non prospective de développement du parc de production, basée essentiellement sur des machines thermiques type turbines à gaz utilisant le combustible liquide le plus coûteux de la Senelec et induisant une dépendance à plus de 90% aux produits pétroliers. Nous connaissons aujourd'hui les conséquences désastreuses de cette politique avec l'envolée du prix du baril de pétrole.

3) Une absence de stratégie d'accompagnement de la Senelec, qui lui aurait permis de réaliser un plan d'équipement optimal en production avec des machines de base performantes. Au demeurant, vous avez régulièrement attendu la pénurie de production, pour opérer des investissements inappropriés, notamment en « fonçant » sur les turbines à gaz. Ces turbines sont des unités d'appoint qui induisent les coûts de production les plus élevés du parc de la Senelec, ce qui a, de surcroît, augmenté le déficit de trésorerie de la société compte tenu de la croissance exceptionnelle en demande d'énergie de 7,5% et leur utilisation en base, étant donné que ces surcoûts ne peuvent être répercutés aux usagers (cf. la loi que vous avez élaborée et votée en Avril 1998).

Pour votre exemple on peut citer les turbines à Gaz : n°1 en 1971, n°2 en 1984, n°3 en 1995. La turbine à gaz n°4 et celle de GTI ont été installées simultanément en 1999, à la suite du déficit persistant de production de cette période. Et le rationnement de l'électricité d'alors était plus contraignant pour

les populations.

4) Une privatisation précipitée en 1999, qui a abouti à une dégradation démesurée de la qualité de service, liée à un manque d'investissement et de recapitalisation financière de la part des « partenaires stratégiques ». Cette situation a précipité le départ de ces derniers. Car on leur avait « fourgué une mariée vérolée », pour préciser vos propos tenus durant l'émission. Je rappelle que cette privatisation a été décriée et rejetée par le personnel de la Senelec, démobilisé et mis en prison pour certains.

Au terme inéluctable de cette privatisation, la Senelec ne comptait en 2000 qu'une puissance disponible de 340 MW. Ce faisant, à l'exception des diesels de 60 MW de la centrale C4, les machines du parc de production, étaient pour l'essentiel âgées de plus de 30 ans, avec deux turbines à gaz, la TAG3 et la TAG4, acquises d'occasion à plus de vingt ans d'âge. La politique du régime socialiste pour le secteur de l'énergie était tout simplement en décalage avec les besoins de Senelec et des consommateurs sénégalais.

Programme du Gouvernement est en cours d'exécution, suivant deux étapes :

L'étape d'urgence, entre 2004 et 2008, est destinée à diligenter le rétablissement de l'équilibre entre l'offre et la demande et à mettre les réseaux de transport et de distribution en conformité avec les normes internationales en matière d'exploitation d'un service public d'Electricité, avec de nouvelles centrales très performantes à Bel Air 64 MW en

2006, à Kounoune 67 MW en 2008, et à Kahone 64MW (dont la mise en service est prévue en novembre 2008). Ainsi, le parc de production se renforce, entre 2003 et 2008, de 220 MW soit une augmentation de la capacité de 65% par rapport à 2000, sans oublier les régions intérieures avec 5 MW installés à Ziguinchor en 2006 et 10 autres MW en cours de négociation ; L'étape structurelle intègre, d'une part, la restructuration financière de Senelec avec 109 milliards de FCFA de recapitalisation (dont 65 milliards ont été versés à la Senelec en décembre 2007 par le Gouvernement, 24 milliards ont été versés en complément par la Banque mondiale le 25 septembre 2008, et pour compléter la France nous a accordé un appui supplémentaire de 31 milliards de FCFA disponible à partir de fin novembre 2008) pour rétablir l'équilibre économique de la société et résorber les résultats cumulés déficitaires de la Société (moins-140 Milliards en report à nouveau en 1999) hérités de votre gestion, et d'autre part, la diversification de l'énergie primaire, pour affranchir la société de la dépendance actuelle aux produits pétroliers. Rappelons que ces derniers génèrent des surcharges d'exploitation insupportables. C'est pourquoi le Gouvernement en application des directives et des orientations de Monsieur le Président de la République a fait le choix stratégique de recourir dorénavant aux énergies nouvelles et renouvelables, aux centrales hydroélectriques, au charbon et à l'énergie nucléaire.

Dans ce cadre, une première tranche de 125 MW d'une centrale privée au charbon, dont le contrat de 118 milliards de FCFA a été signé en janvier 2008, sera mise en service à Sendou en 2010. Cette centrale permettra, avec 346 MW supplémentaires, de doubler la capacité de production léguée en

2000. Les coûts de productions très compétitifs, ouvrent une nouvelle et durable voie à la baisse des conditions tarifaires pour tous les usagers.

Une seconde tranche au charbon de même puissance est retenue en 2011, et portera à 764 MW la capacité de production du pays, soit un renforcement de 140% par rapport à l'an 2000. Cela permettra de poursuivre le déclasserment progressif du parc vétuste et non performant de votre héritage.

Communiqué des Editions du panafricaniste publié dans alpha 10. (Posté le 11/07/2009 11:52.

Sans vouloir intervenir dans le débat polémique qui vous oppose à M. Amadou Lamine Faye, je vous fais tenir ci-joint le communiqué de presse qu'en tant qu'éditeur j'ai fait publier aux quotidiens suivants : Le soleil, le messager et l'Obs. J'ai tenu à informer le public sur l'existence d'un petit lot commercialisé par erreur de la mauvaise version du livre intitulé : *Comprendre l'alternative wadienne*. Après évaluation je puis vous dire qu'il n'y a pas vingt personnes dans le monde qui disposent de cette mauvaise version commercialisée par erreur. C'est la raison pour laquelle une séance publique d'échange avec la bonne version va avoir lieu à l'occasion du lancement en même temps des trois derniers ouvrages de M Amadou Lamine Faye intitulés respectivement : *Comprendre l'alternative wadienne*, *Sauver les enfants de la rue*, *Les mercenaires de la nouvelle mission civilisatrice*.

JE VOUS REMERCIE D'AVANCE POUR VOTRE COMPREHENSION.

Communiqué de presse aux quotidiens : le Soleil, le Messager, l'Observateur.

Les Editions du Panafricaniste informent que l'ouvrage intitulé « Comprendre l'alternative wadienne » de M. Amadou Lamine Faye comporte une mauvaise version d'un tirage limité de 150 livres offert gratuitement, à sa demande, aux membres de l'Alliance panafricaniste pour appuyer leur stratégie de communication. Dans ce lot une cinquantaine a été commercialisée pour amortir les frais d'impression. Le lecteur qui a pu disposer de la mauvaise version est informé qu'il pourra l'échanger gratuitement avec la bonne version, qui est de 200 pages, au siège de l'Alliance, au 146, VDN, Ouest, Foire Dakar. Cette bonne version dispose d'un numéro ISBN (978-2918576013-01-3 et d'un code barre (978-2-918576013)) propres aux Editions du Panafricaniste.

Les Editions du Panafricaniste s'excusent auprès de l'auteur dont la production du manuscrit a présenté des lacunes à l'étape de la saisie. Elles s'excusent également auprès des lecteurs pour ces désagréments survenus dans le lancement de leur premier produit.

Les Editions du Panafricaniste

Dakar le 1er Juin 2009

Extrait de l'allocution du président Abdoulaye Wade le 27 juillet 2006 à la réunion de ministres de l'Energie des pays africains non producteurs de pétrole (PANPP)

Mesdames, Messieurs,

La flambée des cours du pétrole brut et de ses dérivés sur les marchés internationaux amorcée en fin 2003, s'est accélérée en 2004 et 2005, mais surtout en 2006. En hausse continue, les cours du pétrole ont franchi, le 14 juillet 2006, la barre symbolique de 75\$ US le baril.

Des analystes prévoient d'ailleurs un prix du baril à 100 \$ US avant la fin de l'année 2006. Ces hausses intempestives sont plus le fait de la spéculation que la traduction des lois économiques de l'offre et de la demande, car cette loi économique suppose que l'offre soit libre et obéisse aux incitations du marché du côté de la production et non qu'elle fasse l'objet d'une manipulation.

La vérité est que les producteurs de pétrole organisés sont en situation d'entente monopolistique.....

Pour en venir à notre Continent, les calculs effectués sur la base des cotations Platt's et des données de l'OPEP montrent que la production de pétrole dans les pays africains producteurs (PAPP) a généré un surplus de revenus de 119 milliards de dollars américains, soit l'équivalent de 26 mille milliards de F CFA, par le seul fait de la hausse du cours du Brent qui est passé, en moyenne annuelle, de 24,39 US \$ le baril en 2002 à 57, 19 US \$ en 2005.

Par ailleurs, selon la Banque Africaine de Développement, pour un baril à plus de 60 US \$, le revenu moyen par habitant des pays africains producteurs de pétrole devrait être de 33 000 US \$, c'est-à-dire 165 500 000FCFA. Cette situation favorable aux PAPP constitue un lourd fardeau pour les pays non producteurs, les PANPP.

En effet, ces derniers font face à une surcharge importante du fait de la facture pétrolière.

A titre d'exemple, la facture pétrolière du Sénégal a plus que doublé entre 2002 et 2005, passant de 200 milliards de F CFA à 426 milliards de F CFA, soit une surcharge cumulée de 320 milliards de F CFA.

Celle du Niger a été multipliée par 4, entre 1999 et 2005, pour s'établir à 100 milliards, selon les données du Système d'Information Énergétique en Afrique. Cette même source nous apprend que la facture pétrolière du Burkina Faso a connu une hausse de 8 milliards de F CFA entre seulement 2004 et 2005.

De plus, les pays africains non producteurs de pétrole ont obligé, pour maintenir la cohésion sociale et préserver la compétitivité de leur économie, d'atténuer, à travers des subventions budgétaires importantes, les effets des hausses des prix des produits pétroliers et de l'électricité.

Ainsi, les subventions pétrolières du Sénégal qui se chiffraient à 23 milliards de FCFA en 2002 pourraient s'établir à 117 milliards de FCFA en 2006. Pour le Burkina Faso, la subvention pour limiter la hausse du prix du pétrole sur le prix de l'électricité se monte à plus de 20 milliards de FCFA en 2005, contre 13 milliards de FCFA en 2004.

Selon l'Office National d'Approvisionnement des Produits Pétroliers du Mali, ce qui a consenti une subvention du gaz butane à hauteur de 1,5 milliard en 2005, a vu sa facture pétrolière s'alourdir de 47 milliards de FCFA en 2005 pour s'établir à 147 milliards de FCFA ; les estimations pour 2006 se montent à 235 milliards de FCFA.

Ces exemples que voilà illustrent les menaces graves qui pèsent sur la stabilité économique, financière, sociale de nos Etats et la réalisation de nos objectifs d'éradication de la pauvreté.

En effet, si des mesures ne sont pas prises pour supprimer cette surcharge, les PANPP s'achemineront inéluctablement vers le désinvestissement et, de façon plus globale, la régression économique. La promotion de l'éducation et l'accès aux services de santé et à l'eau potable ne seront que des vœux pieux.

Pire, si cette situation devait persister, les pays producteurs de pétrole risquent d'être exposés à des flux migratoire important des populations des pays non producteurs. On doute fort que l'on puisse s'opposer à ce courant irresistible.....

Notre devoir, ici et maintenant, est de trouver les solutions, tant nous sommes talonnés par l'urgence. C'est pourquoi je résumerai mon propos en trois points :

1. La hausse vertigineuse du prix du pétrole divise l'Afrique en deux catégories : les PAPP dont les richesses augmentent de façon vertigineuse, les PANPP qui voient leur situation se détériorer avec des factures pétrolières sans rapport avec leur capacité de paiement.
2. Les PAPP qui accapareraient égoïstement les rentes du pétrole joueraient à leur perte. En gardant exclusivement à

leur profit ces richesses inespérées, sans aucun rapport avec un travail qu'ils auraient fait, bénéficiant tout simplement du hasard des frontières, arbitrairement tracées par la colonisation, ils ne pourront jamais empêcher les autres africains d'envahir leur territoire.

Les frontières que la mise en œuvre de l'Union Africaine rend de plus en plus absurdes devraient, aussi, disparaître dans les sous-sols et faire du pétrole un bien commun.

Sans aller jusque-là, une solution peut être organisée autour de la solidarité africaine.

3. Les PAPP et la communauté internationale doivent prendre en charge le surcoût du pétrole que représente l'équation :

$$(P_t - 29)Q = S_t$$

P_t est le prix du brut en US Dollars en l'année t

29 est le prix de référence de 2003

Q_t est la quantité de pétrole importée par les PANPP

S_t est la surcharge pétrolière, le fardeau qu'il faut supprimer.

Notre proposition est la suivante :

$\frac{1}{2} Q_t$ est prélevé sur les excédents des PAPP,

$\frac{1}{2} Q_t$ est financé par les institutions internationales, Banque Mondiale, Union Européenne avec en contrepartie un prêt bonifié à long terme au taux de 0,5%.

L'équation (1) est calculée pour chaque année de la période considérée.

Aujourd'hui, on s'oriente vers la recherche d'une énergie propre : les biocarburants.

L'exploitation de l'équation $[(P_t - 29) Q_t = S_t]$ peut sauver l'Afrique et le monde en lui évitant, après l'épuisement du pétrole attendu dans les 4 ou 5 prochaines décennies, de tomber dans le piège d'une généralisation du recours à l'énergie atomique.



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
Chapitre I Abdou Latif Coulibaly champion d'une veille citoyenne ou imposteur	13
Chapitre II Les contes et mécomptes d'Abdou Latif Coulibaly a) les Contes de Latif b) les mécomptes de Latif	21 24
Chapitre III Abdou Latif Coulibaly ou la persévérance sisyphienne dans la tentative de destruction des acquis de l'alternance	29
Chapitre IV Les vrais intellectuels doivent sortir l'Afrique des pièges de faux enjeux	41
Chapitre V Les dirigeants africains engagés face à une presse politico affairiste et une société civile extravertie	51
Chapitre VI Du rêve d'un partenariat Europe-Afrique non encore partagé à l'ouverture de nouveaux	55

espaces de coopération	
a) le partenariat, Afrique, Etats-Unis	57
b) L'appel historique de wade contre les APE	59
c) Pour une nouvelle approche géopolitique africaine	61
Chapitre VII	67
Les raisons d'être optimiste pour l'Afrique	
Chapitre VIII	73
L'urgence de lever les handicaps	
a) De la lutte des Spartacus noirs à la feuille de route de l'UA	76
b) Le défi du développement	81
Chapitre IX	83
De la nécessité de protéger le leadership panafricain contemporain de Maître Wade	
CONCLUSION	95
BIBLIOGRAPHIE	97
ANNEXES	99



Imprimerie Monteiro
Canal 4, Fass Delorme
BP : 2213. Dakar- Sénégal.
Société éditrice : Destin de l'Afrique Suarl.
R.C SN 2006. B 10937
Ouest foire VDN, Dakar, n°146
BP 36024.Build.

Dépôt légal novembre 2009